

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE BARRÉ

en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTE DE NANCY

LE 14 MARS 1914

PAR

PIERRE MOTTE

JURY D'EXAMEN :

Président : M. BOURCART, *professeur*.

Suffragants : { MM. GARNIER, *professeur*.
 { OUDINOT, *chargé de cours*.

LILLE

IMPRIMERIE G. SAUTAI

46, Rue Gauthier-de-Châtillon

1914

*Thèse
Nancy
1914*

65060.

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE BARRÉ

en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTE DE NANCY

PAR

PIERRE MOTTE

JURY D'EXAMEN :

Président : M. BOURCART, *professeur*.

Suffragants : { MM. GARNIER, *professeur*.
 OUDINOT, *chargé de cours*.

LILLE

IMPRIMERIE G. SAUTAI

46, Rue Gauthier-de-Châtillon

1914



FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BINET, I. ̂.

Doyen honoraire et professeur honoraire : M. BLONDEL, *, I. ̂.

Professeur honoraire : M. MAY, I. ̂.

MM. BINET, I. ̂, Professeur de Code civil et chargé du Cours d'Enregistrement, Doyen.

GARNIER, I. ̂, Professeur d'Economie politique et chargé du Cours de Législation financière.

BOURCART, *, I. ̂, Professeur de Droit commercial et chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I. ̂, Professeur d'Histoire du Droit, chargé du Cours d'Histoire du Droit public, et du Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est.

CHRETEN, I. ̂, Professeur de Droit international public et privé, et chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRE DE MALBERG, I. ̂, Professeur de Droit public et constitutionnel, et chargé des Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GÉNY, I. ̂, Professeur de Code civil et chargé du Cours de Droit civil comparé (Doctorat).

MICHON, I. ̂, Professeur de Droit romain et chargé du Cours d'Histoire du Droit privé (Doctorat).

BROCARD, A. ̂, Professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques (Doctorat), et chargé d'un Cours d'Economie politique (Licence).

ROLLAND, A. ̂, Professeur de Droit administratif et chargé d'un Cours de Droit administratif (Doctorat).

SENN, A. ̂, Professeur de Droit romain et chargé d'un Cours de Législation industrielle (Licence) et d'un cours de Pandectes.

NAST, Agrégé, chargé du Cours de Droit criminel, d'un Cours de Droit naturel et d'un Cours d'Eléments de Droit civil (Capacité).

MOREL, Agrégé et chargé d'un Cours de Droit civil et du Cours de Législation et Economie coloniales.

UDINOT, Docteur en Droit chargé des Cours de Procédure civile et de voies d'exécution.

SIMONNET, A. ̂, Docteur en Droit, chargé d'un Cours d'Eléments de Droit civil (Capacité).

RENARD, A. ̂, Docteur en Droit, chargé d'un Cours d'Eléments de Droit public et administratif (Capacité).

MELIN, A. ̂, Docteur en Droit, chargé du Cours de Science sociale.

ROVEL, I. ̂, Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547417_0023

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.

Chapitre I. — <i>Du chèque</i>	11
Chapitre II. — <i>Du chèque barré</i>	37
Chapitre III. — <i>Le chèque barré en Angleterre</i>	49
Chapitre IV. — <i>Le chèque barré en France</i>	73
Chapitre V. — <i>Le chèque barré dans les pays étrangers autres que l'Angleterre.</i>	117

INTRODUCTION

La monnaie métallique, qui fut un progrès sur l'échange direct des marchandises ou troc ne suffit plus aujourd'hui à remplir sa fonction d'instrument de paiement. Elle est insuffisante en quantité : s'il fallait faire en métal tous les paiements que nécessite une civilisation compliquée, un commerce toujours plus intense, le stock actuel de monnaie serait beaucoup trop réduit ; qu'on songe à la difficulté à certains moments et en certains lieux de se procurer de l'or. La monnaie métallique est aussi un instrument de qualité insuffisante : elle n'est pas assez maniable ; son transport entraîne des frais et des risques, moins grands, sans doute qu'autrefois, mais encore considérables, et qui porteraient sur des sommes beaucoup plus importantes ; la conservation chez soi d'une certaine quantité d'argent toujours disponible est une obligation gênante et onéreuse.

Pour remédier aux défauts de la monnaie, on a imaginé de régler ses créances par d'autres moyens, et aujourd'hui, on peut faire ses paiements soit en or ou en argent, soit en billets de banque, qui ne diffèrent guère de la monnaie, qui sont pour la plus grande partie la représentation d'une somme détenue et immobilisée par l'établissement d'émission, soit en billets à ordre, promesses qui valent par la signature de leur auteur, soit en lettres de change ou en chèques par lesquels on dispose d'une créance sur un tiers. Ces effets retardent simplement la liquidation

en numéraire, mais ils peuvent la retarder longtemps. Le billet de banque ne sera présenté à la banque d'émission qu'après avoir servi à de nombreux paiements. Le bénéficiaire du chèque peut ne pas le toucher, mais le transmettre à son banquier qui l'en créditera ; ce banquier de son côté pourra n'en pas réclamer le paiement, mais le compenser avec les effets dont il sera lui-même débiteur, envers le tiré son collègue. Le bénéficiaire du chèque disposera de son crédit en tirant aussi des chèques, qui pourront à leur tour, ne donner lieu à aucun mouvement d'argent. L'habitude générale du chèque réduit donc le rôle de la monnaie et des billets de banque, instruments dont l'usage est incommode et l'entretien coûteux. Suivant l'apologue d'Adam Smith, elle permet de supprimer quelques routes pour les transformer en terrains productifs. Remarquons cependant que la monnaie n'en reste pas moins à la base de ce système de circulation plus perfectionné, mais aussi plus fragile. Les chèques compensés continuent de représenter du numéraire, et si celui-ci n'existe plus en quantité suffisante, il se produira au moment où la confiance manquera, une crise et un besoin violent d'or comme nous en avons eu un exemple aux Etats-Unis en 1907.

Les effets avantageux du chèque — économie de numéraire, simplicité et sécurité des paiements — se produisent plus sûrement encore si les chèques appartiennent à cette variété perfectionnée connue sous la dénomination de « chèques barrés ». C'est cette forme que nous nous proposons d'étudier en France et à l'étranger, après avoir indiqué les règles générales auxquelles sont soumis les chèques, et les points par où ces titres diffèrent des lettres de change et des billets de banque.

CHAPITRE PREMIER

Du Chèque

CHAPITRE PREMIER

Du chèque

Le chèque est « un écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles ». C'est la définition de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques. M. Thaller en donne un autre plus brève : « le chèque est une traite à vue émise sur une provision préalable et disponible (1) ». Il résulte de ces définitions que le chèque intervient dans le cas suivant : un individu a des fonds disponibles chez un tiers ; il veut régler son créancier ; au lieu d'aller retirer lui-même son argent pour le verser entre les mains de ce créancier, il lui remet un mandat adressé au détenteur des fonds disponibles, contre lequel il obtiendra la somme à laquelle il a droit, par un versement effectif, ou mieux par une mise en compte, virement ou compensation. Le chèque n'est pas un instrument de crédit. Celui qui le tire n'a pas en général pour but de se procurer de l'argent ou de remplacer par là un paiement qu'il lui serait impossible de faire en numéraire. Le chèque est un instrument de paiement. Sui-

(1) Cf. Thaller : *Traité élémentaire de droit commercial*, 4^e édition, 1910, n° 1640, p. 791.

vant l'expression de Pouyer-Quertier (1) « le chèque, c'est de l'argent ». Au lieu de payer son créancier en espèces, on lui remet un mandat de paiement qui peut être aussitôt réalisé, parce qu'il est payable à vue et que le tiré doit être détenteur de fonds disponibles au profit du tireur. Celui qui paie en chèques aurait le moyen de payer en argent s'il le voulait ; on ne peut pas toujours en dire autant de celui qui émet des lettres de change ou des billets à ordre. Ces titres en effet sont pratiquement toujours à terme ; l'existence d'une provision n'est requise pour eux qu'au moment de l'échéance ; on comprend, dans ces conditions, comment, à la différence du chèque, ils peuvent jouer le rôle d'instrument de crédit et remplacer pour les paiements un capital présentement inexistant ou indisponible.

La lettre de change est l'instrument de paiement de ceux qui ont besoin de crédit, le chèque est l'instrument de ceux qui peuvent s'en passer.

Bien qu'il soit réduit à n'être qu'un mode de paiement, non de crédit, le chèque n'en garde pas moins son utilité. Celui qui effectue ses paiements en chèques se trouve dispensé de garder de l'argent liquide chez lui. Il évite d'abord les risques de perte et de vol qui sont supportés par l'établissement à qui il a confié ses fonds. Le dépôt d'une somme d'argent constitue un dépôt irrégulier. Le dépositaire devient propriétaire de l'argent, il est obligé de restituer la somme reçue, même lorsqu'elle a péri entre ses mains.

Le dépôt d'une somme d'argent se rapproche aussi

(1) Discours au corps législatif, séance du 5 mai 1865.

Le même orateur disait au Sénat, le 19 décembre 1878 :
« le chèque sans provision, c'est de la fausse monnaie ».

beaucoup du prêt, et souvent le déposant, non seulement mettra son argent en sûreté, mais aussi en tirera un léger intérêt, tout en gardant, s'il le désire, la faculté d'en disposer à vue sans condition de délai. Malgré le peu de fixité de ces fonds en dépôt, les banques pourront grâce aux chiffres élevés sur lesquels elles opèrent, employer ces capitaux avec une sécurité suffisante dans des opérations à court terme, l'escompte, par exemple, et se trouver ainsi en mesure de leur servir un intérêt. L'usage des dépôts en banque et des paiements par chèques permet d'utiliser tous les fonds de caisse dont leurs propriétaires ne pourraient autrement se dessaisir. Il est donc à la fois un facteur d'économie et de sécurité. Il est utile, non seulement à celui qui émet le chèque, mais à celui qui le reçoit, qui pourra ne pas encaisser d'argent, et requérir simplement une inscription à son crédit. S'il a lui-même un compte dans la banque sur qui le chèque est tiré, cette solution si simple s'imposera, et la Banque de France en fait depuis longtemps application dans ses mandats rouges ou mandats de virement de compte à compte qui, employés dès 1824, obtiennent un succès toujours croissant (1). Si l'on suppose maintenant que celui à qui le chèque est remis a encore un compte de dépôt en banque, mais dans un établissement autre que celui sur qui est tiré l'effet, il est probable qu'il voudra éviter le maniement d'espèces encombrantes, destinées peut-être à passer seulement chez lui pour rentrer aussitôt chez son banquier. Il sera beaucoup plus simple de remettre directement le chèque à ce dernier qui pourra, lui aus-

(1) Cf. supra pp. 32 et 108.

si, se dispenser de le toucher se trouvant sans doute débiteur d'effets que le tiré aura entre ses mains.

Les chances et les facilités de virement ou de compensation se trouveront encore augmentées par le jeu d'organismes spéciaux connus sous le nom de clearing-houses, où les banquiers se rencontrent et échangent les effets dont ils sont réciproquement créanciers et débiteurs. Les clearing-houses se sont en ces dernières années multipliés un peu partout, mais c'est encore dans les pays Anglo-Saxons qu'ils sont les plus nombreux et les plus actifs. Le seul clearing de Londres a liquidé en 1912 pour près de quatre cent milliards d'effets (1). Ces opérations sont rendues possibles par la concentration des effets de commerce entre les mains des banquiers, grâce en particulier à la domiciliation en banque, et à l'usage des chèques barrés qui se trouvent à la fois tirés sur des banquiers et présentés par des banquiers. De telles habitudes facilitent beaucoup le règlement des affaires ; elles permettent à l'Angleterre de liquider avec une quantité de métal moindre un chiffre d'affaires supérieur à celui de la France. Elles ont eu aussi pour résultat de conserver à peu près stationnaire l'émission des billets de banque qui en France s'accroissait toujours (2). Les liquidations par écritures, virements et compensations se sont peu à peu substituées aux liquidations plus compliquées et plus onéreuses par versement réel

(1) 16.961.773.000 liv. st., cf. *Economiste Français*, 10 mai 1913. Aux Etats-Unis les compensations des clearing dépassent 800 milliards par an.

(2) Au 1^{er} janvier 1913, les trois Banques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande avaient en circulation 1.276,6 millions de francs de billets. La Banque de France en avait 5.584,3 millions. — *Econom.-Français*, 19 avril 1913.

de numéraire. C'est le chèque, et en particulier le chèque barré qui a été l'instrument de ce progrès. Avant d'étudier cette forme spéciale, nous allons donner quelques indications sur le chèque en général.

En vertu de son mécanisme assez simple et de son utilité, il semble devoir être employé par toute nation dont le commerce est développé et où fonctionnent des banques. On ne saurait cependant déterminer avec certitude le pays, ni l'époque où il est né. Toutes ces questions de l'origine de la lettre de change ont été fort étudiées; et « pourtant, dit Daniel, malgré le nombre et la diligence de ceux qui ont exploré cet intéressant domaine, on ne peut constater avec aucun degré de certitude par qui ils (la lettre de change et le billet à ordre) furent inventés, et quand ils furent pour la première fois usités » (1). On peut appliquer ces observations aux chèques, d'autant plus, que parmi les titres dont on retrouve la trace dans l'Antiquité et le Moyen-Age, il est difficile souvent de dire s'ils se rapprochent plus de la lettre de change ou du chèque, s'ils sont uniquement des moyens de paiement et de transport de fonds, ou s'ils sont en même temps des instruments de crédit.

Sous réserve de ces observations, voici quelques indications sur l'historique des chèques. M. Caillemor rapporte un texte d'Isocrate où il prétend retrouver tous les éléments du chèque moderne (2). On cite aussi dans le même sens plusieurs textes Latins (3), mais si l'on peut

(1) Daniel, *A Treatise on the law of negotiable instruments*, 5^e éd., New-York, 1903, n° 3.

(2) Isocrate, *Trapezitique*, § 35 et 36, cités dans Caillemor, *Etudes sur les Antiquités juridiques d'Athènes*, 2^e étude.

(3) Vidari dans son ouvrage « *Studii sul progetto* par la

en conclure que le chèque a fonctionné comme contrat isolé, il n'a pas nécessairement été usité de façon habituelle, comme un acte ayant ses effets juridiques particuliers. Il est difficile aussi de dire si le chèque a existé au Moyen-âge. Peut-être retrouverait-on un instrument analogue dans l'organisation des banques de l'époque qui employaient, comme on sait, les virements et usaient d'une monnaie de compte ou banco, destinée à remédier aux fréquents défauts des monnaies alors en circulation (1). M. Thaller signale l'emploi du chèque par la Banque Bolognese au XVII^e siècle. D'autre part, nous trouvons dans l'exposé des motifs de la loi belge de 1873 sur les chèques, l'affirmation que le chèque aurait été employé à Anvers à une date plus ancienne sous le nom de bewijs. Sir Thomas Gresham l'y aurait découvert en 1557 et l'aurait introduit en Angleterre (2). C'est dans ce pays qu'il devait prendre toute son extension et rendre tous les services qu'il était capable de donner. L'habitude de déposer son argent en banque y est plus ancienne et plus répandue que partout ailleurs. Suivie d'abord en Ecosse, elle s'est étendue dans la suite à tout le Royaume-Uni, et au début du XIX^e siècle, fonctionnaient déjà des banques puissantes spécialisées dans cet office de banques de dépôts et connues sous le nom de joint-stock-banks. Dans ces conditions, il était fatal qu'on se servît du chèque, instrument de retrait des dépôts. On le rendit plus

Riforma del codice del commercio », p. 378, estime que les banquiers Grecs et Romains ont employé le chèque aussi bien que la lettre de change.

(1) Haristoy, Virements en banque et chambres de compensation, p. 84.

(2) Cf. De Leval, Le Chèque, Bruxelles 1896.

pratique encore en le liquidant dans les clearing-houses, fondés dès la fin du XVIII^e siècle, et en le perfectionnant au moyen du crossing ou barrement. L'usage du chèque a suivi en Angleterre une progression rapide ; comme nous l'avons vu, c'est grâce à lui que les Anglais peuvent liquider un chiffre d'affaires plus élevé, tout en ayant à leur disposition moins de billets de banque et moins d'or que les Français.

Le succès du chèque en Angleterre devait pousser les autres pays à l'adopter aussi. Vers 1860, un mouvement d'opinion se produisit en France en faveur de cette institution. Michel Chevalier présenta en 1861 à l'Académie des Sciences Morales et Politiques un rapport sur la nécessité d'introduire en France les modes de paiement à la manière anglaise. Ce sujet était traité la même année par l'avocat général Blanche dans son discours de rentrée à la Cour de Cassation. Plusieurs ouvrages paraissaient alors dans le même sens (1). Sans attendre une loi, on chercha à l'introduire dans les habitudes commerciales. Les grandes banques de dépôt, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, par exemple, faisaient alors leur apparition. Il fallait un titre par lequel leurs clients pussent disposer de leurs fonds (2) ; on employa le chèque-récépissé. Le titre ayant la forme d'un mandat eut été frappé en vertu de la loi du 5 juin 1850 d'un droit de timbre de 6 fr. 50 pour 1.000 francs. Le récépissé était bien

(1) Cf. notamment Coulet : Les chèques et le clearing-house, Paris, 1864. — Rey de Foresta : Les chèques et les banques de dépôt, Paris 1864.

(2) Ce titre existait déjà pour la Banque de France qui remettait à ses clients des carnets de mandats, blancs pour les retraits, rouges pour les virements.

soumis à un droit de timbre de dimension (1), mais ce droit en raison de son exagération n'était pas perçu. Le chèque récépissé échappait donc en fait à tout droit : c'était une quittance que le déposant rédigeait et qui constatait la remise à lui faite de tout ou partie des fonds disponibles à son profit. Le porteur de cette quittance pouvait, en la remettant au dépositaire, obtenir la somme dont elle constatait la remise. Cette forme était assez imparfaite : c'était en somme un expédient, une quittance non sincère ; au lieu de la remettre soi-même à son débiteur contre paiement, on la transmettait à un tiers quelconque étranger à l'obligation. Le chèque récépissé n'offrait en outre aucune garantie contre le vol ; celui qui le présentait ne devait même pas signer d'acquit ; il était nécessairement au porteur et ne pouvait revêtir la classe à ordre, qui eût à la fois diminué les risques de vol et donné au cessionnaire, comme garantie, la signature du cédant.

Dans le projet de Budget pour 1865, on proposa de soumettre à un droit de timbre de 10 centimes « les mandats appelés chèques non négociables par voie d'endossement et payables à présentation, soit seulement à personne y dénommée ou au porteur ». Ce texte souleva des objections. On lui reprocha d'exclure de la réduction du droit de timbre les chèques transmissibles par voie d'endossement. Une commission extra-parlementaire fut chargée d'élaborer un projet qui devint la loi du 14 juin 1865. Cette loi réglementait en détail le chèque et l'exemptait pour dix ans de droit de timbre (art. 7), exemption qui dura jusqu'à la loi du 18 août

(1) L'art. 19 de la loi du 13 brumaire an vii imposait les quittances des sommes de plus de 20 francs, d'un droit fixe qui était de 0.50 cent. pour le plus petit format.

1871 frappant le chèque d'un droit de dix centimes. En 1874, on proposa de soumettre les chèques de place en place aux mêmes droits que les lettres de change, qu'ils servaient souvent à dissimuler. Cette proposition fut rejetée, mais le timbre fut porté à vingt centimes pour les chèques de cette catégorie. La loi du 30 décembre 1911 est venue ajouter trois articles à la loi de 1865 dans le but de régler une modalité spéciale du chèque : le chèque barré

Les règles auxquelles est soumis le chèque en France sont donc contenues dans la loi du 14 juin 1865 modifiée par les lois du 23 août 1871, du 19 février 1874 et du 30 décembre 1911. Nous allons les indiquer très rapidement. Voici d'abord la définition légale du chèque que nous avons déjà reproduite : « L'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles » (art. 1). On a critiqué cette définition qui ne serait exacte, dit-on, qu'en cas de retrait réel des fonds par le porteur du chèque, non en cas de virement ou de compensation (1). Cette critique ne semble pas fondée. La loi n'exige pas de retrait matériel ; en cas de virement ou de compensation, il y a bien un retrait de crédit au compte du tireur, et ce retrait a lieu au profit du bénéficiaire du chèque. Par lui-même le chèque ne constitue pas un acte de commerce, nous savons qu'il n'en est pas de même de la lettre de change. La loi française ne reconnaît le chèque que sous la forme d'un mandat : le titré qui revêtirait la forme d'un

(1) Carpentier : Le chèque barré et la loi du 30 décembre 1911, p. 13. et suiv.

récépissé ne pourrait donc être considéré comme un chèque (1).

L'article 1^{er} de la loi de 1865, énumère les énonciations que doit contenir le chèque ; ce sont d'abord la signature du tireur et la date où le chèque est tiré. L'absence de signature ou une fausse signature rendrait le chèque évidemment nul. Quant à l'absence de date ou à la fausse date, elles sont frappées par l'article 6 de la loi de 1865, modifié en 1874 (2), d'une amende de six pour cent de la valeur du chèque, qui ne peut être inférieure à cent francs. Ces pénalités n'empêchent pas en fait l'usage du chèque post-daté ou chèque à papillon qui est une véritable lettre de change, mais revêt une autre forme pour échapper au droit de cinq centimes pour cent qui frappe la lettre de change. Le chèque doit être nécessairement à vue. « Toutes stipulations ayant pour effet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à la première réquisition sont nulles de plein droit » (3). La mention que le chèque est payable à vue y est le plus souvent inscrite en toutes lettres, mais cela n'est pas indispensable.

Le chèque doit indiquer au profit de qui il est souscrit ; cette indication peut avoir lieu de façons diverses : le chèque peut être souscrit à personne dénommée, il ne sera transmissible alors que d'après les règles du code civil relatives à la cession de créance ; soit au porteur, il se transmettra alors de la main à la main ; soit à ordre et transmissible par voie d'endossement.

(1) Lyon-Caen, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., t. IV, n° 598.

(2) La loi du 19 février 1874 a rendu nécessaires l'inscription de la date en toutes lettres pour le chèque tiré de place en place, et la mention du lieu de l'émission.

(3) Loi du 14 juin 1865, art. 5.

C'est cette dernière forme qui est la plus employée. L'endossement du chèque obéit aux mêmes règles que celui de la lettre de change ; il y a toutefois quelques différences : le délai pendant lequel doit avoir lieu la présentation pour que les endosseurs soient responsables du non-paiement de l'effet est de cinq ou huit jours suivant que le chèque est tiré ou non sur place ; l'endossement en blanc d'une lettre de charge vaut procuration, tandis qu'il transfère la propriété du chèque ; le chèque endossé en blanc circule comme un chèque au porteur. Le chèque peut en France être rédigé sur un papier quelconque ; la loi Autrichienne du 30 avril 1906 ne l'admet au contraire que sur des feuilles détachées de carnets et destinées à cet usage.

Certaines lois étrangères exigent des qualités particulières dans la personne du tiré ; c'est ainsi qu'en Angleterre, le chèque peut être tiré seulement sur un banquier (art. 73, loi 1882) (1), en Italie sur un commerçant (art. 339 du code de commerce). La loi Française ne pose pas ces restrictions, elle exige seulement que le tiré ait provision préalable et disponible (l. 1865, art. 2). On admet en général, à défaut de provision, la nullité du chèque (2). D'après la jurisprudence, il est nul pour le tout, même s'il y a provision pour partie (3). M. Thierry a déposé devant la

(1) De même en Allemagne (art. 2, loi du 11 mars 1908) et en Autriche ; en Portugal (code Portugais, art. 430).

(2) En ce sens : Dijon, 19 avr. 1875 et Civ., 19 déc. 1877, D. 1879.1.257. — Caen, 6 juin 1882, D. 1884.2.13 ; Civ. 24 mars 1890, D. 1891.1.427. — Trib. comm. Marseille, 3 fév. 1899. — Arrêt C. d'Aix, 31 mars 1900. — Cass. 7 janv. 1903, D. 1904.1.279.

(3) Cass. 15 mars 1905 : D. 1905.1.377, note M. Lacour ; S. 1905.1.161, note M. Lyon-Caen ; Montpellier, 9 avril 1906, D. 1907.2.145, note M. Lacour.

Chambre une proposition tendant à modifier cette solution (1). La provision peut consister dans des fonds déposés chez le tiré ou dans un crédit ouvert au tireur et disponible sous cette forme. On ne pourrait disposer par chèque d'une créance quelconque sans le consentement du débiteur, de même l'existence d'une provision en marchandises ne permettrait pas l'émission d'un chèque. Un chèque sans provision est nul, en outre, « celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même peine (c'est-à-dire une amende de six pour cent de la valeur du chèque sans qu'elle puisse être inférieure à cent francs), sans préjudice des peines correctionnelles s'il y a lieu » (1. 19 février 1874, art. 6, in fine). La contravention subsiste, bien que le tiré paie le chèque, soit qu'il consente à se découvrir, soit qu'une provision ait été constituée aussitôt après l'émission du chèque. On admet généralement que le bénéficiaire du chèque acquiert aussitôt un droit de propriété sur la provision (2). La question a son intérêt en cas de faillite survenue après

(1) Proposition déposée à la chambre, le 12 décembre 1906, Journal Officiel, Annexes, n° 551, p. 257. — Rapport favorable de M. Bertin à la Chambre, le 22 mars 1908, Journal Officiel, Annexes, n° 884, p. 262.

(2) Dans ce sens Lyon-Caen : Traité t. IV, 2^e édition, n° 576; Thaller, 4^e édit., n° 1646 ; Lacour, 1912, n° 1388 ; Nouguier, n° 67 ; Bedarride, n° 13 ; Touzaud, pp. 189-191 ; Le Mercier, p. 135-6 ; Chastenet, p. 99 et suiv. En sens contraire Alauzet n° 1606.

Cass., 7 mai 1882. D. 82.1.147. Cass., 15 février 1832. D. J. G. Effets de commerce, n° 229. Tribunal civil Seine, 19 novembre 1905. D. 1906.5.60. La jurisprudence est assez incohérente ; elle a admis dans ces décisions transfert de la provision au bénéficiaire du chèque et reconnaît en même temps le droit pour le tireur de défendre au tiré de payer le chèque. D. 1905.2.301.

l'émission d'un chèque, pour savoir si le bénéficiaire du chèque a droit à la provision tout entière ou seulement à un dividende.

Le délai de présentation du chèque est réglé par l'article 5 de la loi de 1865 : « Le porteur doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu ». Cet article signifie, non pas que le tiré ne doit plus payer le chèque après l'expiration des délais indiqués, mais que le bénéficiaire du chèque perd son recours contre les endosseurs si ensuite son chèque n'est pas payé, contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après l'expiration des délais indiqués plus haut.

La remise d'un chèque opère-t-elle novation ? La créance en paiement de laquelle on a donné un chèque est-elle par là même éteinte ? Remarquons d'abord que ce point présente moins d'intérêt qu'il ne peut sembler d'abord. La question de savoir si la dette primitive subsiste se posera le plus souvent quand le chèque aura été impayé faute de provision, or, dans ce cas le chèque est nul, et à supposer même que la remise du chèque entraîne novation, celle-ci n'aura pu alors se produire. Mais il s'agit d'un chèque valable ; la remise de ce chèque par un débiteur à son créancier entraîne-t-elle novation ? Non (1) ; le déléguant qui désigne un

(1) Lyon-Caen ; Traité t. IV, 2^e éd., n° 585, Thaller, 4^e éd., n° 1299 ; Lacour, n° 1181 ; Nougner, n° 127 ; Thaller Bullet, féd. ind. et commerc. Français, décembre 1911. C. Alger, 7 novembre 1898. Cass. 19 mars 1902, S. 1902-1-209.

tiers pour le remplacer dans sa dette demeure tenu lui-même et laisse subsister à sa charge l'obligation ancienne avec les garanties qui l'accompagnent ; l'article 1273 du Code civil dit que la novation ne se présume pas ; la dette ne sera éteinte que par le paiement du chèque. La remise d'un chèque ne produit donc pas les effets extinctifs du paiement ; elle laisse subsister l'obligation ancienne à titre d'obligation accessoire.

Celui qui paie un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement et sans recours d'une amende de cinquante francs (l. 1874, art. 6). Le chèque doit donc être acquitté par celui qui en reçoit le paiement, et c'est le payeur qui est responsable de l'exécution de cette formalité.

L'article 4 de la loi de 1865 renvoie aux dispositions relatives à la lettre de change pour ce qui concerne la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, le protêt, l'exercice des actions en garantie. Il semble qu'il faut aussi appliquer les dispositions relatives à la lettre de change en dehors de ces cas, aux points qui ne sont pas réglementés par la loi du chèque et pour lesquels la nécessité d'une règle différente ne s'impose pas (1).

Le chèque et la lettre de change sont donc soumis à un certain nombre de dispositions communes, soit en vertu d'indication expresse de la loi, soit virtuellement. Tous deux ont la forme d'un mandat de paiement ; ils diffèrent entre eux par ce fait que la lettre

(1) La doctrine est presque unanime en ce sens. Cf. notamment Lyon-Caen, t. IV, 2^e éd., n° 587, Nouguiér, n° 102. — Chastenet, p. 119. Cf. aussi en sens contraire Bédarride, n° 56-58-60-68-69. Trib. civ. Tours, 17 juin 1879. Le Droit, 27 juin. Trib. civ. Seine, 10 juill. 1868. D. 1868-3-88. Dans ces décisions, la jurisprudence admet l'extension au chèque de l'art. 145, sur la lettre de change.

de change est un instrument de crédit ; le chèque est seulement un mode de paiement plus commode. La lettre de change est un effet à terme, la provision n'est requise qu'au moment de l'échéance. Le chèque, au contraire, est payable à vue ; il exige une provision préalable et disponible. Par voie de conséquence, l'acceptation par le tiré est sans utilité pour le chèque, elle est requise au contraire en ce qui concerne la lettre de change. Celle-ci est, par nature, un acte de commerce, le chèque l'est seulement d'après les circonstances. Nous ajouterons encore que la mention « valeur fournie » est requise sur la lettre de change et non sur le chèque ; que l'endossement en blanc vaut comme procuration dans la lettre de change et comme transfert de la propriété au porteur dans le chèque ; que la lettre de change est toujours à ordre, tandis que le chèque peut être aussi à personne dénommée ou au porteur ; qu'avant la loi du 7 juin 1894, la lettre de change ne pouvait être tirée sur place ; que les pénalités qui frappent le défaut de date ou la fausse date sont particulières aux chèques et qu'elles ont pour but d'empêcher le déguisement sous cette forme de la lettre de change ; que les délais de présentation sont plus courts pour le chèque que pour la lettre de change.

Le chèque et le billet à ordre diffèrent plus nettement encore ; le billet à ordre est lui aussi un instrument de crédit ; c'est une promesse à terme où n'interviennent que deux parties : le promettant et le bénéficiaire. Le billet de banque a, lui aussi, la forme d'une promesse mais son émission dans la plupart des pays est le monopole d'une banque privilégiée. C'est un titre au porteur payable à vue, mais qui circule souvent longtemps avant d'être présenté à la banque qui l'a émis.

Pour une part qui devient de plus en plus considérable, il est représenté par une encaisse métallique ; pour le surplus il est garanti par la signature de la banque d'émission et son portefeuille.

Le chèque, dont nous venons d'apercevoir le rôle et l'utilité, est loin d'avoir pris en France le développement qu'il a atteint chez nos voisins d'Outre-Manche. Le législateur de 1865 se rendait bien compte d'ailleurs, que les habitudes anglaises ne s'acclimateraient pas tout d'un coup en France par la seule vertu de la loi. M. de Lavenay, rapporteur du projet devant le Sénat disait : « Indépendamment de toute disposition législative, il y a entre les mœurs anglaises et les nôtres des différences que le temps seul peut atténuer », mais voilà bientôt cinquante ans que ces paroles ont été prononcées et les différences de mœurs subsistent en grande partie. A quoi faut-il attribuer l'insuccès relatif du chèque en France ? D'abord au nombre encore trop réduit des dépôts et comptes-courants en banque. Leur chiffre a fait, sans doute, de sensibles progrès, mais il est loin d'atteindre celui qu'on relève en Angleterre et aux Etats-Unis, pays par excellence des chèques et des compensations. Aux Etats-Unis, au début de 1911, les dépôts individuels dans toutes les banques du pays atteignaient le chiffre, qui semble énorme, de 60 milliards 596 millions (1). En Angleterre au 31 décembre 1911, les dépôts et comptes-courants atteignaient 24 milliards 72 millions (2). En 1910, treize banques Françaises, prises parmi les principales (3),

(1) Report of the comptroller of currency, 1911.

(2) The Economist, 18 mai 1912.

(3) Crédit Lyonnais, Société générale, Comptoir National d'Escompte, Crédit Industriel, Crédit Foncier, Crédit Fon-

détenaient 5 milliards 900 millions de francs de dépôts, chiffre déjà considérable, mais qui est loin d'atteindre celui des banques américaines et anglaises. Il faudrait tenir compte, en outre, d'un élément difficilement appréciable : l'activité des comptes-courants, et il semble, ici encore, que la comparaison doive s'établir à l'avantage des banques anglaises. Or, le chèque étant, nous l'avons vu, l'instrument par lequel on dispose des sommes qu'on a à son crédit en banque, il y a une corrélation étroite entre l'habitude des dépôts et comptes-courants et celle des chèques. Pour tirer un chèque (nous ne parlons pas des chèques sur particuliers admis par la loi française et qui souvent dissimulent des lettres de change), il faut avoir un crédit en banque ; pour en recevoir, il est utile aussi d'avoir un compte-courant, on n'aura alors qu'à y faire porter le chèque sans se préoccuper de le toucher soi-même. Celui, au contraire, qui garde son argent liquide chez lui, ou, ce qui revient au même, dans un coffre loué à une banque et dont il a la disposition, ne peut tirer de chèques ; il préférera aussi n'en pas recevoir et toucher directement de l'argent. La grande majorité des Français, de ceux même à qui il rendrait le plus de services s'abstient d'user du compte-courant, rien d'étonnant à ce que le chèque entre avec tant de peine dans les mœurs, qu'il semble à beaucoup un mode de paiement peu pratique, imposant une gêne et des démarches supplémentaires. L'usage du chèque est subordonné à l'habitude des dépôts et à l'éducation du

cier d'Algérie et Tunisie, Cl. Lafontaine, Cie Algérienne, Société Nancéenne de crédit industriel et de dépôts, Lehideux, Crédit du Nord, Société Lyonnaise de dépôts, Société Marseillaise de crédit industriel.

public qui l'une et l'autre sont encore insuffisantes en France.

Les dispositions de la loi française seraient aussi, dit-on, peu faites pour faciliter l'extension du chèque. Le chèque sans provision est nul ; il est nul pour le tout, même s'il y a provision pour partie (1). Celui qui tire un chèque s'expose à des amendes (2) pour défaut de date, fausse date, non indication de lieu, amendes rendues nécessaires, il est vrai, pour empêcher la lettre de change de se déguiser sous la forme de chèque et le chèque de place en place d'échapper au droit plus élevé qui le frappe.

Malgré ces règles plus strictes, le chèque français offre moins de sécurité ; on est moins certain de le toucher qu'un chèque tiré sur une banque anglaise. Les banquiers anglais prennent en effet des précautions sérieuses avant d'ouvrir un compte à un client et de lui remettre un carnet de chèques. Voici ce que nous lisons dans un petit manuel de banque récemment édité à Londres (3) : « Le client éventuel, en examinant le
« dernier rapport semestriel lit : « des comptes cou-
« rants sont ouverts et les services ordinaires de ban-
« que accordés aux personnes convenablement intro-
« duites. » Sûrement, pense-t-il, un rouleau de billets
« de banque et une caisse de souverains sont la meil-
« leure introduction que je puisse donner, et aussitôt,
« il prend son argent et va trouver le directeur de la
« banque pour se faire ouvrir un compte-courant. Ce-
« lui-ci, avec politesse, mais avec fermeté, lui apprend
« que non seulement une introduction est nécessaire,

(1) Cf. plus haut, page 21.

(2) Art. 6 de la loi sur les chèques.

(3) The elements of Banking, par J. J. Gandy, page 12.

« mais qu'elle doit venir d'une personnalité connue de
« la banque ou sur la solvabilité de laquelle elle
« peut prendre ses renseignements. Les banquiers sont
« même plus attentifs qu'autrefois à examiner l'authen-
« ticité des réponses qu'ils reçoivent à leurs demandes
« de renseignements sur la situation et l'opportunité
« d'ouvrir un compte à ceux qui en font la demande. »
En France, il suffit, pour se faire ouvrir un compte, de
remettre une somme assez peu élevée avec un exem-
plaire de sa signature ; on reçoit en échange un carnet
de chèques, mais rien ne garantit que le porteur de ce
carnet ne disposera pas par chèques de sommes supé-
rieures aux fonds déposés ; la méfiance qu'on éprouve en
France à l'égard du chèque n'est pas tout à fait injus-
tifiée. Si le tiré ne consent pas à se découvrir, et ce sera
le cas le plus fréquent, le porteur n'aura en mains
qu'un papier sans valeur ; le tireur ne s'expose qu'à
une peine peu élevée, une amende de 6 % du montant
du chèque émis sans provision et des peines correction-
nelles, mais seulement si l'on peut relever contre lui
les éléments d'un délit.

Le chèque, avons-nous vu, a arrêté en Angleterre le
développement du billet de banque. La situation inver-
se peut se présenter et le billet de banque peut faire
obstacle à l'extension du chèque. C'est le cas en France,
où la masse des billets de banque en circulation est déjà
grande et s'accroît sans cesse. Aux dernières conven-
tions du 29 décembre 1911, entre le gouvernement et
la Banque de France, on a reporté la limite d'émission
de 5800 à 6800 millions. Avec une telle quantité de
billets qui constituent une monnaie plus abondante et
en même temps plus commode que l'or et l'argent, le
besoin des chèques se fait moins sentir, aussi M. Paul

Leroy-Beaulieu proposait-il, loin de l'augmenter, de diminuer l'émission des billets de banque pour forcer en quelque sorte le public à renoncer à ses modes arriérés de paiement et à user davantage du chèque (1). Sans examiner s'il serait prudent et efficace d'imposer ainsi par voie d'autorité au public des habitudes nouvelles (2), on peut dire que les billets de banque sont en France le mode de paiement de beaucoup le plus usité, qu'ils sont en progrès, que leur abondance est une des raisons qui empêchent de recourir au chèque.

On dit encore que la crainte très vive chez beaucoup, de dévoiler leurs rapports d'affaires, les empêcherait de recourir au chèque comme mode normal de paiement. Le commerçant qui remet un chèque à son vendeur peut craindre que ce chèque ne circule, qu'on n'apprenne par là à qui il fait des paiements, qui sont ses fournisseurs. Inversement celui qui reçoit des chèques peut craindre qu'on n'ait par là connaissance de ses débiteurs, de sa clientèle. Il peut, il est vrai, empêcher le chèque de circuler et le toucher aussitôt, mais cela ne lui sera pas toujours possible, et le tiré reste toujours en état de connaître les paiements liquidés par chèque. Les paiements de la main à la main en numéraire peuvent plus facilement rester ignorés des tiers, et peut-être la création d'un impôt sur le revenu aurait-elle pour effet de détourner de l'usage du chèque et des comptes-courants ; on craindrait aussi de donner au fisc des éléments d'appréciation sur sa fortune et ses revenus.

Signalons encore une des raisons qui ont mis obsta-

(1) *Economiste Français*, 25 novembre 1911.

(2) *Bulletin de la Féd. des indust. et commerc. Français*, décembre 1911. — *Revue Politique et Parlementaire*, avril 1912, article de M. Nogaro.

cle au développement du chèque en France. Il y a difficulté à ce que ce mode de paiement se répande dans des pays où la population est encore en majorité rurale. L'Angleterre, par sa concentration urbaine, s'y prêtait au contraire plus facilement. Voici ce qu'écrit à ce sujet Gilbart dans son ouvrage « *The history, principles and practice of banking* » (1) : « En Angleterre, les « dépôts en banque ont fait des progrès plus rapides « qu'en aucune autre contrée de l'Europe.... mais « plus encore que ce motif, le fait que le pays s'est « vite peuplé et que toute la population a facilement « accès dans une ville possédant une banque ou une « succursale de banque, a contribué à ce triomphe du « chèque sur le billet de banque. Pour les pays où les « banques sont séparées par de grandes distances et « où une part importante de la population se trouve « hors du rayon des services de banque, les billets de « banque sont une nécessité. Pour une population telle « que la population paysanne de la France rurale, les « billets de banque sont une forme mieux appropriée « de circulation que les chèques, et c'est à cette raison « qu'il faut attribuer le lent développement des banques de dépôt en France ». Aux Etats-Unis, où la population est encore très disséminée, le chèque est d'un usage courant, mais il faut remarquer qu'il est plus employé dans l'Est que dans les régions agricoles de l'Ouest, où l'on s'en sert pourtant beaucoup, mais sous la forme spéciale de chèques certifiés. En France dans les campagnes, le chèque est très peu employé, mais cet obstacle provenant de l'éloignement des banques devient moins grand, avec la création dans tous

(1) New édition 1907, p. 138.

les centres un peu importants de succursales ou de bureaux auxiliaires de banques.

Notons aussi que l'infériorité de notre système de paiements est moins grande qu'il ne peut sembler d'abord, car si le chèque est encore peu usité, c'est qu'il fait en quelque sorte double emploi avec un autre titre qui y supplée en partie, nous voulons parler des mandats de virement de la Banque de France (1). « Banque des autres banques », notre grand établissement d'émission est particulièrement apte à servir de centre de liquidation. Grâce à ses mandats rouges, il arrive à régler d'importantes opérations ; en 1912, il a effectué 320 milliards de virements. Autant de paiements simplifiés et qui ont pu se faire sans l'intervention du chèque. Gêné par cette concurrence, celui-ci ne peut prendre qu'un développement assez lent, mais réel, et dont les statistiques de l'Administration du timbre (2) nous donnent une idée exacte. Le timbre des chèques a rapporté :

en 1880,	603.576 fr. dont	275.810 p. le timbre à	0.10
		327,766	» 0.20
en 1890,	697,834 fr. dont	374.709	» 0.10
		323,125	» 0.20
en 1900,	979,217 fr. dont	614.025	» 0.10
		365,172	» 0.20
en 1910,	1.577.201 fr.	1.089.598	» 0.10
		487,603	» 0.20
Soit, de 1880 à 1890, une progression de			
94.258 fr.			

(1) Cf. pp. 108 et suiv.

(2) Bulletin de statistique et de législation comparée de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

» de 1890 à 1900	»	281.383 fr.
» de 1900 à 1910	»	597.984 fr.

De ces chiffres, on peut retenir que les progrès du chèque sont réels et qu'ils sont de plus en plus importants. On peut noter aussi que la plus-value atteint surtout les timbres à dix centimes, mais on ne saurait en conclure avec certitude que les progrès du chèque sur place sont plus grands que ceux du chèque de place en place. Rien n'interdit en effet d'apposer sur celui-ci deux timbres de dix centimes ; c'est un usage répandu dans les banques de remettre aux clients des carnets de chèque timbrés à l'avance à dix centimes et sur lesquels on apposera un nouveau timbre s'il y a lieu. Notons aussi que cette plus-value du timbre des chèques ne résulte pas seulement de l'extension des chèques véritables, mais aussi de celle des chèques connus sous le nom de chèques à papillon et qui sont au fond des lettres de change.

Voici d'autre part les chiffres des effets présentés à la Chambre de compensation de Paris (1) et qui comprennent surtout des chèques :

en 1872-73 (avril à avril)	1.602.584.726	francs.
en 1882-83	— 4.158.806.793	—
en 1892-93	— 4.175.230.496	—
en 1902-03	— 10.816.293.222	—
en 1912-13	— 37,766.072.467	—

Le chèque, après avoir longtemps végété en France, semble y prendre une extension lente encore, mais réelle, et à tous points de vue souhaitable. La plupart des pays, sous des formes qui varient un peu, admet-

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère, des Finances, 1913, p. 198.

tent le chèque dans leur législation et dans leurs habitudes. C'est un titre indispensable avec l'organisation actuelle du commerce et la pratique des dépôts en banque. Nous allons étudier une de ses formes perfectionnées : le chèque barré, d'une façon générale d'abord, puis en Angleterre, en France et dans les autres pays qui l'ont adopté.

CHAPITRE II

Du Chèque barré

CHAPITRE II

Du Chèque barré

Le chèque barré est celui qui ne peut être touché que par l'intermédiaire d'un banquier, dont le tiré ne peut verser le montant directement au bénéficiaire. Le nom de chèque barré ou croisé vient de ce que cette défense de payer à un autre qu'un banquier, est indiquée par deux barres tracées en travers du chèque ; entre ces barres, on inscrit le nom d'un banquier, le chèque doit alors être payé à ce seul banquier et ce barrement (1) est dit spécial. Ou bien on inscrit la mention « et compagnie », ou encore, on laisse en blanc l'intervalle entre les deux lignes, le chèque doit alors être touché par l'intermédiaire d'un banquier, n'importe lequel, c'est le barrement général. Tous deux peuvent être apposés sur le chèque par le tireur ou le bénéficiaire. Barrer un chèque, c'est donc défendre par un signe conventionnel au tiré de payer le chèque à un non banquier ou à un autre que tel ou tel banquier. Cette défense pourrait être faite en toutes lettres, mais c'est une règle reconnue par la loi de plusieurs pays, de ceux qui admettent la validité du chèque barré de forme anglaise et dont nous donnons plus loin l'énumé-

(1) La loi Française a adopté ce néologisme déjà employé auparavant.

ration, qu'elle résulte suffisamment des signes indiqués plus haut. Il y a d'autres modalités du chèque qui, sous une forme différente tendent à un résultat analogue, par exemple, le chèque peut, en Autriche (Loi du 3 avril 1906, art. 22, reproduite par la loi Hongroise du 28 octobre 1908) et en Allemagne (l. du 11 mars 1908, art. 14), être revêtu de la formule « nur zur verrechnung ». Cette mention n'a pas pour effet de rendre l'intermédiaire d'un banquier obligatoire, mais de défendre au tiré de payer le chèque en argent et de ne permettre de règlement que par compensation, virement, mise en compte. Sans se confondre avec le chèque barré, cette forme s'en rapproche beaucoup par le but et par les résultats (1).

Les chèques ordinaires peuvent assurer à eux seuls un système de circulation perfectionné, où les mouvements de numéraire seraient très restreints, mais ils offrent peu de garantie contre le vol, et il est possible aussi qu'ils donnent simplement l'illusion d'une économie de numéraire. Le chèque ordinaire présente d'abord une sécurité fort insuffisante. Celui qui dérobe un chèque au porteur n'aura pas de mal à le réaliser. Il devra bien, pour le toucher du tiré, signer un acquit, mais c'est une faible protection qui n'empêchera le voleur ni d'obtenir le montant du chèque, ni de rester inconnu et de se soustraire aux recherches. Il pourra aussi, plus simplement encore, le transmettre à un tiers, et cette cession n'exige aucune formalité ou écriture. Pour le chèque à ordre, et c'est la forme la plus courante, le voleur aura un peu plus de difficulté à en tirer parti : il devra, pour le transmettre à un tiers,

(1) Sur cette forme du chèque, v. plus loin, ch. V, p. 128.

faire un faux endossement, pour le toucher du tiré, faire un faux acquit, mais ces faux présenteront souvent peu de dangers, car les signatures à imiter seront ordinairement inconnues soit du tiers acquéreur, soit du tiré, et celui qui aura dérobé un chèque n'aura pas non plus beaucoup de scrupules pour le falsifier. Le banquier à qui on présentera un chèque ainsi truqué pourra n'y rien voir de suspect. Tenu de payer le chèque à présentation, il n'aura pas le temps de prendre ses informations ; s'il paie de bonne foi et sans négligence, il est libéré (1) ; le volé n'aura de recours que contre le voleur, mais il faut d'abord qu'il soit découvert et ce recours sera en fait sans utilité. Le paiement fait par le tiré sera à sa charge dans le cas où le porteur du chèque, s'apercevant du vol, fait en temps voulu opposition au paiement, entre les mains du banquier, mais cette opposition sera la plupart du temps inutile et surviendra trop tard, le voleur ayant eu soin de se faire payer le chèque aussitôt après l'avoir dérobé. Le paiement fait par le banquier sera encore à sa charge s'il s'est rendu coupable d'une faute lourde, par exemple s'il a payé un chèque où des altérations de signature ou de chiffres apparaissent d'une façon évidente.

Le chèque ordinaire peut simplifier beaucoup les paiements et amener des compensations nombreuses,

(1) Cette solution admise par l'art. 145 du c. comm. pour la lettre de change, doit être aussi appliquée au chèque. Cf. les considérants. Trib. civ. Seine, 10 juillet 1868, D. 1868-3-88. Trib. civ. Tours, 17 juin 1879. Le Droit, 27 juin 1879. Arr. C. Lyon, 4 déc. 1889. La Loi, 2 avril 1890, Paris, 13 juin 1904.

Chastenot, p. 139. Thaller, Traité élémentaire de droit commercial, 4^e éd., n° 1655, p. 801. — Lyon-Caen, t. IV, n° 588. — Lacour : Précis de droit commercial, D. 1904.2.23, 3912, n° 1396, p. 808.

mais il risque aussi d'être mal employé et de ne pas rendre tous les services qu'on en peut attendre. Supposons en effet que les bénéficiaires des chèques aient l'habitude d'aller les présenter aussitôt eux-mêmes aux tirés, et de leur en demander le paiement en argent. Un tel usage laisse au chèque son utilité pour les tireurs qui se trouvent dispensés de garder chez eux du numéraire encombrant et stérile, mais il n'est profitable, ni aux créanciers, car ils ont tout intérêt à être payés directement en argent, ni à la collectivité, puisque les chèques ainsi présentés au paiement n'entraînent pas d'économie de numéraire ; le paiement en argent n'est pas évité, il est simplement différé de quelques heures. Le chèque ne produit tous ses effets utiles que s'il n'est pas payé, que s'il aboutit à un paiement sans numéraire par virement ou compensation.

Le barrement obvie aux deux lacunes que nous avons signalées dans le chèque ; il en rend l'usage plus sûr en diminuant les risques de vol ; il pousse fortement à son règlement sans argent par simples écritures. Le chèque barré offre des garanties sérieuses contre le vol. Supposons qu'un individu ait dérobé un chèque de cette espèce ; nous savons que pour le présenter au paiement, il lui faudra recourir aux offices d'un banquier quelconque, ou d'un banquier déterminé si le barrement est spécial. Le détenteur illégitime du chèque sera le plus souvent inconnu du banquier à qui il s'adresse pour l'encaissement. Celui-ci agissant comme mandataire responsable, ayant en outre la liberté de refuser son concours, prendra ses renseignements, exigera ses preuves d'identité, et si quelque chose lui paraît suspect, évitera de se prêter au paiement. Le tiré jouit d'une moins grande latitude à cet égard ; tenu de payer le chèque à présentation, les précautions qu'il

peut prendre sont moins efficaces que celles du banquier chargé de l'encaissement. Sa responsabilité est aussi moins grande, et on ne pourrait même pas l'accuser de négligence pour avoir payé un chèque semblant régulièrement acquitté, sans s'inquiéter de l'identité de celui qui le présente au paiement (1). Le voleur aura donc plus de peine à tirer parti d'un chèque barré. Il pourra se faire cependant qu'il trouve moyen de le faire encaisser par une banque. Il pourrait même se faire qu'il fût client de la banque qui présente le chèque à l'encaissement. Le barrement dans ces cas ne serait pourtant pas inutile. Le voleur aura été pour toucher son chèque, obligé presque forcément de dévoiler son identité, et s'il a pu réussir à toucher de l'argent, il ne jouira pas longtemps du produit de son vol. Une telle opération serait trop dangereuse pour qu'on veuille la tenter. Le porteur légitime aura un recours contre le voleur, il pourra en avoir un aussi plus effectif contre le banquier encaisseur dont la responsabilité s'apprécie plus sévèrement que celle du tiré tenu simplement de payer le chèque à celui qui, selon les apparences, en est le détenteur légitime. Le voleur du chèque a aussi, il est vrai, le moyen de tirer parti du chèque en le transmettant à un tiers, mais ce tiers, il faut d'abord le trouver, lui céder le chèque sans éveiller ses soupçons et autant que possible sans s'en faire connaître, cela n'est pas facile.

Pour assurer davantage encore la sécurité du chèque barré, le droit anglais (2) a admis la clause « non

(1) Cf. en ce sens un jugement Trib. civ. Seine, 1er juin 1907, D. 1908-5-2, arrêt C. Paris, 23 juillet 1907, D. 1908, 2.201, 2^e partie.

(2) Bills of exchange act, 18 août 1882, art. 81. — Cf. chapitre sur le chèque barré en Angleterre.

négociable » qui a pour effet d'empêcher un tiers, même de bonne foi, d'acquérir aucun droit sur le chèque qui lui serait transmis par un non ayant-droit. La sécurité du porteur légitime est alors entière ; le voleur aura beaucoup de peine à tirer parti du chèque et même s'il a pu le transmettre à un tiers de bonne foi, le propriétaire pourra poursuivre ce tiers.

Quant aux falsifications, l'usage du chèque barré n'est évidemment pas un obstacle à la création de chèques faux de toutes pièces à qui les faussaires donneraient la forme de chèques ouverts. Remarquons toutefois que celui qui aura volé un carnet de chèques devra recourir à des manœuvres plus compliquées pour en tirer parti si les feuilles sont barrées. Supposons au contraire que le chèque soit altéré en cours de circulation, le faussaire, si le chèque est barré, pourra plus difficilement le toucher sans se faire découvrir. Il ne pourra pas sans danger s'adresser à un banquier pour le faire encaisser, car il devrait se faire connaître, et se dénoncer lui-même pour le moment où la fraude sera découverte. Pour toucher sans danger le chèque falsifié, comme le chèque volé, il devra s'adresser à un individu dont il soit inconnu et qui ne puisse le dénoncer. Ceci sera assez rare et supposera tout un ensemble de manœuvres, notamment un faux endossement si le chèque est à ordre.

Le barrement apporte donc au chèque une sécurité qui lui manquait. Celui qui veut toucher un chèque barré doit avoir en somme la caution d'un banquier ; ce banquier ne la donnera que s'il connaît déjà le porteur du chèque ou est renseigné de façon suffisante sur son identité et son honorabilité. Le porteur illégitime d'un chèque barré ne pourra donc

pas d'ordinaire parvenir à le faire toucher, et s'il a pu obtenir le concours d'un banquier encaisseur, il aura dû presque toujours se faire connaître. Le barrement aboutit à créer une publicité sérieuse autour de la présentation du chèque, titre à ordre ou au porteur, à faire connaître le dernier porteur du chèque et à reconstituer la filière des détenteurs successifs. La sécurité ainsi obtenue est bien supérieure à celle du chèque ordinaire, et pourtant cette modalité n'est pas un obstacle à la circulation du chèque qui continue d'être au porteur ou à ordre, de se transmettre de la main à la main ou par endossement ; elle n'impose aucune gêne nouvelle, à ceux du moins qui ont un compte-courant en banque où ils ont l'habitude de faire porter leurs chèques et qui ne doivent pas ainsi s'adresser spécialement à un banquier qui leur retiendra une commission.

Le barrement du chèque tend en outre à lui faire produire tous ses effets comme instrument de virement et de compensation. « Le chèque ne réalise sa fonction économique que s'il doit aboutir à une économie de numéraire par la pratique persévérante des virements, or il faut pour cela que les chèques se concentrent entre les mains des banquiers activement et passivement » (1). Le barrement tend précisément à concentrer les chèques (côté actif) entre les mains des banquiers, et comme les tirés se trouveront être presque toujours des banquiers, en certains pays même, toujours, le créancier et le débiteur du chèque seront tous deux des banquiers. Entre eux, il y aura déjà des relations d'affaires, le chèque barré viendra se joindre à la

(1) Thaller : Etude sur le chèque en Autriche. Bulletin de la Société de Législation comparée, 1910, p. 200.

masse des effets, doit ils sont réciproquement créanciers et débiteurs. Ces effets se compenseront, soit directement entre leurs détenteurs, soit au moyen d'un organisme spécial ou clearing-house. Le chèque localise les dettes passives chez un banquier, le chèque barré y localise aussi les dettes actives, et cette concentration chez des individus de même profession, qui forcément sont en relations, facilite et simplifie beaucoup les liquidations. Si nous comparons cette situation avec ce qui se passe pour les lettres de change, nous voyons que l'escompte a pour effet de concentrer les dettes actives entre les mains des banquiers, et la domiciliation des lettres de change qui se répand de plus en plus dans la pratique, tend à localiser aussi chez eux les dettes passives. L'escompte et le barrement des chèques ont donc cet effet commun d'amener des créances entre les mains des banquiers. Entre le tiré et le banquier chargé de l'encaissement, il y a lieu de croire que tout se règlera sans difficulté par un virement ou une compensation, mais ce banquier encaisseur n'agit pas pour son propre compte, il est l'agent du propriétaire du chèque, et une fois qu'il l'a touché, réellement ou fictivement, il est débiteur de son montant, il faut qu'il règle cette dette, soit par une mise en compte, soit par un versement en argent. Si le porteur du chèque demande au banquier encaisseur de le toucher en argent, il n'y a pas un grand progrès ; on n'obtient pas d'économie de numéraire, le barrement est plutôt une gêne pour le bénéficiaire du chèque qui est obligé à des démarches supplémentaires, qui doit recourir aux offices non gratuits d'un banquier, attendre que le recouvrement du chèque ait été effectué, au lieu d'aller le toucher lui-même directement et sans frais chez le

tiré. Le chèque barré employé de la sorte ne garde plus d'autre avantage que d'être garanti contre le vol, et la gêne qu'il cause au public soulève contre lui bien des récriminations. Cette situation : paiement en numéraire au porteur du chèque, résultera le plus souvent de ce qu'il n'a pas de compte en banque et ne peut obtenir le règlement du chèque par une simple inscription à son crédit. Ce fait se présentera souvent en France où le compte-courant en banque est encore trop peu employé ; il n'y a de remède que par une diffusion plus grande de cette habitude ; le chèque barré d'ailleurs y pousse fortement ; celui qui, d'une façon courante, recevra de tels chèques, sera amené à se faire ouvrir un compte en banque. Le paiement en monnaie du chèque par le banquier chargé de l'encaissement pourra aussi être rendu nécessaire, même si le porteur a un compte en banque, lorsque le chèque est barré spécialement au nom d'un banquier qui n'est pas le sien. Le bénéficiaire du chèque sera alors bien obligé de demander au banquier encaisseur un paiement en argent. Pour obvier à cette situation, il faudrait que le tireur du chèque connût le nom du banquier du bénéficiaire, afin d'éviter de le barrer au nom d'un autre. On a proposé dans ce but, de porter en tête de ses papiers d'affaires le nom du banquier chez qui on a un compte, comme on y inscrit son numéro de téléphone ou son adresse télégraphique. Il suffirait aussi que le tireur se contentât de barrer le chèque d'une façon générale, en laissant au bénéficiaire le soin d'inscrire lui-même le nom de son banquier, mais on n'obtiendrait pas alors la sécurité la plus grande, qui est celle donnée par le chèque barré spécialement au nom d'un banquier.

Le barrement du chèque en complice donc d'une certaine façon le mécanisme, puisqu'il rend nécessaire l'intervention d'un intermédiaire entre le tiré et le bénéficiaire, puisque le chèque devra être liquidé dans les rapports du banquier tiré et du banquier encaisseur, dans ceux du banquier encaisseur et du porteur de chèque, mais si ces deux règlements se font tous deux par compensation ou mise en compte, on peut dire qu'il y a encore simplification. Entre les deux banquiers, une compensation interviendra facilement; entre le banquier encaisseur et le porteur du chèque, tout se règlera aussi sans argent, à la condition qu'ils aient entre eux un compte-courant, et le chèque barré ne peut entrer en pratique, de façon à produire tous ses effets et à éviter les protestations que si les dépôts et comptes-courants sont déjà suffisamment répandus. Il est à remarquer que ce résultat si désirable du paiement des chèques par simples écritures peut se produire et se produit avec des chèques non barrés; aux Etats-Unis, par exemple. Mais outre ses avantages au point de vue de la sécurité, le chèque barré conduit plus sûrement à cette solution, il en fait plus vivement sentir le besoin.

CHAPITRE III

Le Chèque barré en Angleterre

CHAPITRE III

Le chèque barré en Angleterre

Il est nécessaire, dans une étude du chèque barré, de commencer ses recherches par l'Angleterre ; c'est dans ce pays, en effet, qu'il est né, non pas en vertu d'une volonté arbitraire du législateur, mais naturellement, par suite d'usages et d'habitudes sanctionnées après coup par des textes législatifs. C'est encore en Angleterre qu'il est de beaucoup le plus employé et qu'il donne les meilleurs résultats. Si d'autres pays l'ont adopté dans leurs lois, ils ne l'ont pas encore fait entrer pleinement dans leurs mœurs, et en général, ils ont imité de très près la législation Anglaise.

On connaît le grand usage qui est fait du chèque en Angleterre. Presque tous les commerçants et les gens tant soit peu fortunés (1) ont un compte en banque, et l'on règle par chèques, non seulement les grosses affaires commerciales, mais aussi les achats aux marchands de détail, les dettes entre particuliers. Nous avons signalé les avantages de cette pratique qui remonte déjà assez haut : économie de numéraire, de frais de transport, de risques, utilisation des fonds dé-

(1) Haristoy, p. 23, op. cit. : « Il n'est presque pas de particulier ayant un revenu de 200 à 300 livres sterling, qui n'emploie également l'intermédiaire d'un banquier. »

posés dans les banques. Un économiste (1) lui attribue même un effet auquel les historiens n'ont guère songé; ces habitudes, déjà usitées en Angleterre au commencement du XIX^e siècle, auraient permis à ce pays d'exporter une partie de son or, de subventionner les coalitions formées sur le Continent et de sortir enfin victorieuse de sa longue lutte contre la France. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse d'aspect paradoxal, le chèque est depuis longtemps entré dans les mœurs anglaises; il est reçu en paiement tout aussi facilement que l'argent, et cette confiance s'explique par l'habitude où l'on est depuis longtemps de ce mode de règlement, et par les précautions que prennent les banquiers avant d'ouvrir un compte et de remettre un carnet de chèques.

Les chèques sont donc émis chaque année en grand nombre en Angleterre, et cet usage est déjà ancien. Les bénéficiaires de chèques chargeaient souvent leurs banquiers de les toucher à leur place; ceux-ci avaient en mains des créances sur leurs confrères qui se trouvaient à leur égard dans la même situation. Il était irrationnel de faire deux paiements là où on pouvait n'en faire aucun, où tout pouvait se régler par compensation. Pour faciliter ces liquidations ainsi simplifiées, on créa à Londres, vers 1775, un établissement appelé clearing-house où les commis des principales banques venaient apporter et compenser le papier dont ces maisons étaient réciproquement créancières et débitrices (2). Ce système fonctionnait depuis longtemps en

(1) C. Berteaux : Etude sur la Chambre de compensation ou clearing-house de Londres, Paris, 1887, p. 22 et suiv.

(2) Cf. G. François : Clearing-houses et Chambres de compensation pp. 4 et suiv. — Arnauné : La monnaie, le crédit et le change, pp. 368 et suiv.

France, à Lyon, où quatre fois l'an, aux quatre foires, les marchands liquidaient de la même façon leurs créances et leurs dettes. Il n'est pas impossible que les banquiers anglais aient été inspirés par cet exemple. Savary, dans son traité (liv. III, ch. XII, p. 137), « Le parfait négociant » décrit le mécanisme des paiements de Lyon, et on sait quelle fut l'influence de ce livre qui eut de nombreuses éditions et traductions.

Fondé entre 1775 et 1785, le clearing-house de Londres a compensé des sommes chaque année plus considérables. Parmi les effets compensés, la plupart sont des chèques; en 1890, ils formaient les $\frac{7}{10}$, et cette proportion s'est encore accrue depuis. Nous n'avons pas à insister sur le fonctionnement des clearing-houses qui a été maintes fois décrit. Il nous suffira de dire que le clearing-house de Londres, sur le modèle duquel la plupart des autres se sont organisés, est un intermédiaire entre ses membres; chaque jour s'y ouvre entre eux et se clôt un compte. Les effets échangés entre créanciers et débiteurs réciproques s'éteignent jusqu'à due concurrence. Pour le surplus, les créanciers qui ont reçu plus d'effets à leur passif qu'ils n'en ont remis à leur actif, qui par conséquent restent débiteurs, remettent un ordre de virement sur la Banque d'Angleterre au bénéfice du clearing-house, et les banquiers qui restent créanciers reçoivent du clearing-house un ordre de virement sur la même banque. Ces deux ordres de virement s'équilibrent et se balancent ainsi exactement par zéro sans aucun versement.

Ces quelques considérations sur le clearing-house étaient ici nécessaires, parce que l'origine du chèque barré se rattache étroitement à cette institution, et nous plaçons en passant cette observation, que le droit an-

glais est d'esprit fort différent du nôtre ; il s'en tient aux règles positives, sans trop se soucier de construire des théories juridiques. Voici ce que disait un homme de loi anglais (1) précisément à propos du chèque barré, et son avis est conforme au tempérament et aux idées empiriques des Anglo-Saxons : « Il est inutile de perdre un temps précieux à chercher une base théorique, mettant la pratique du crossing en relation directe avec une théorie quelconque concevable concernant les chèques. Comme le montre l'histoire, la vérité est que pareille relation n'existe nullement dans le système Anglais des chèques, et que l'examen sérieux d'un usage pratique, rendant des services nombreux ne doit pas être arrêté par des scrupules purement juridiques ».

Le crossing, avons-nous dit, a son origine dans le clearing-house (2). Voici comment : les banquiers qui présentaient les chèques en compensation au clearing, prirent l'habitude d'inscrire dessus leur nom. Cette indication avait une grande utilité, elle permettait au banquier débiteur de savoir qui lui présentait tel ou

(1) Sir Ernest Lünge, dans une conférence sur le chèque barré à la Chambre de commerce Anglo-Belge de Londres, en 1908.

(2) Pour cette étude de l'origine et du développement du « crossing » en Angleterre, nous nous sommes servis principalement des collections du « Journal of Institute of Bankers » où se trouve tracée au fur et à mesure toute l'évolution que nous décrivons.

A ce point de vue les « Gilbert Lectures » sont particulièrement intéressants. Ce sont des conférences faites aux banquiers sur un sujet juridique concernant leur profession. Elles furent plusieurs fois consacrées à la question du chèque barré. Cf. notamment Journ. of inst. of Bankers, mars 1908 : Compte-rendu de la conférence de sir John Paget.

tel chèque, avec qui par conséquent devait avoir lieu la compensation, à qui il devait le renvoyer en cas de refus, de retrouver plus facilement, par l'intermédiaire du banquier de présentation, le détenteur en cas de contestations sur les droits de ce dernier. Les banquiers trouvèrent cet usage commode et prirent l'habitude d'inscrire leur nom sur tous les chèques dont ils étaient détenteurs, sur ceux même qu'ils présentaient directement aux tirés, sans passer par l'intermédiaire de la chambre de compensation. Cette inscription n'était au début qu'une mesure d'ordre matériel, pourrait-on dire, qui n'empêchait pas le tiré de payer le chèque directement au bénéficiaire. Peu à peu, on en vint à lui attribuer des effets. Le banquier qui inscrivait son nom sur les chèques dont il était détenteur voulait informer les tiers de son droit à les toucher seul ; il engageait par là le tiré à refuser le paiement à d'autres qu'à lui-même, mais jusqu'à quel point celui-ci devait-il tenir compte de cet avertissement ? Les idées sur ce point étaient extrêmement confuses. Jusqu'en 1858, le chèque en Angleterre était toujours au porteur. Comment pouvait-on, dans ces conditions, interdire au tiré de payer un chèque à son porteur, pour la raison qu'on y avait inscrit le nom d'un banquier ? Un usage ne pouvait suffire à contrecarrer une loi, disant que le tiré doit acquitter le chèque entre les mains de tout porteur qui le lui présente ; aussi ne voulait-on voir dans le *crossing*, c'est-à-dire dans l'apposition en travers d'un chèque du nom d'un banquier chargé de l'encaisser, qu'une direction, un avertissement dont les effets étaient fort vagues. Un autre courant d'idées, vu avec faveur dans le monde des affaires, tendait à renforcer les effets du *crossing* et à n'admettre comme libératoire que le paie-

ment fait au banquier désigné. Le chèque ne cessait pas précisément d'être au porteur. Tout porteur continuait à pouvoir obtenir le paiement du chèque, sauf à recourir à l'intermédiaire du banquier désigné.

En 1828, la jurisprudence eut à se prononcer sur la question dans l'affaire *Stewart contre Lee* (1) ; elle décida que l'apposition sur un chèque du nom d'un banquier ne restreignait en rien sa négociabilité ; le porteur d'un tel chèque était seulement obligé de le présenter au paiement, non pas par l'intermédiaire du banquier désigné, mais par l'intermédiaire d'un banquier quelconque. En 1852, intervint une nouvelle décision (*Affaire Bellamy contre Marjoribanks*) (2). A avait tiré un chèque payable au trésorier de la banque d'Angleterre et barré « Bank of England ». B. avait volé ce chèque, effacé Bank of England et mis à la place le nom de son banquier ; le tiré avait payé ce chèque à ce banquier. A. poursuivait le tiré comme ayant payé contrairement aux indications du crossing. Le jury se fondant sur les habitudes des commerçants qui tendaient à accorder de plus en plus d'effet et de fixité au crossing, jugea que le tiré avait payé à tort. Sur appel la cour de l'échiquier jugea en sens contraire. Le Baron (premier président) Parke déclare que le fait d'inscrire le nom d'un banquier sur un chèque ne pouvait être considéré comme un endossement, ni dans la forme, ni dans l'intention des parties. Il y avait là un simple avis adressé au tiré de ne pas payer directement le chèque au porteur. Sa responsabilité se

(1) Cf. *Moody and Malkin's Cases at Nisi Prius*, King's Bench, p. 158.

(2) *Law Journal*, new series, Exch. 70, ou *English Law Review*, Exch., pp. 389 et 402.

trouvait aggravée et plus facilement présumée. D'ailleurs, en l'espèce, le tiré avait suivi l'avertissement que constituait le crossing, puisqu'il avait payé, non pas au banquier désigné, mais à un banquier. On considérait que le tiré avait fait alors tout ce qu'il devait. Peu de temps après, dans l'affaire *Carlton contre Ireland* (1), on décida encore que les chèques barrés restaient négociables. Un individu avait acquis d'un non-ayant-droit, de bonne foi et contre valeur, un chèque barré, et l'avait fait toucher par son banquier ; on décida que cet individu ne pouvait être inquiété ; le fait pour un chèque d'être barré ne s'opposait en rien à l'application de cette règle que l'acquéreur d'un chèque, de bonne foi et contre valeur, y a un droit que le propriétaire primitif du chèque ne peut contester.

Le crossing, d'après la jurisprudence, laissait donc intacte la négociabilité du chèque, le rendait payable à un banquier quelconque et pas seulement au banquier dont le nom se trouvait inscrit ; il n'y avait pas là d'ailleurs d'obligation, mais un simple avis adressé au tiré, le laissant libre de payer directement au porteur, sauf s'il n'en tenait pas compte à le faire présumer plus facilement coupable de négligence. Cette jurisprudence était en opposition avec les désirs et les usages qui tendaient à se faire jour dans le monde des affaires. Les commerçants se servaient de plus en plus du chèque, mais le chèque était alors nécessairement au porteur, il fallait trouver un moyen qui empêchât les détenteurs illégitimes de tirer parti des chèques perdus ou volés. Le crossing, tel que le comprenaient les décisions des tribunaux, ne réalisait ce but que d'une façon

(1) Cf. 25, *Law journal*, Q's Bench, p. 113.

insuffisante. On réclamait un acte législatif qui réformât cette jurisprudence. Le Parlement élabora donc, en 1856, un texte (19 et 20 Vict. C. JE), « an act to amend the law relating to drafts on bankers ». Cet acte était rédigé comme suit : « Chaque fois qu'un chèque porte une addition en lettres manuscrites ou imprimées du nom d'un banquier, ou les mots « et compagnie » en toutes lettres ou en abrégé, chacune de ces additions aura la force d'un ordre adressé au banquier sur lequel le chèque est tiré de ne le payer qu'à ou par un banquier » (1). La loi considère donc la suscription du nom d'un banquier ou la mention « et compagnie » portée sur le chèque comme un ordre adressé au tiré de payer le chèque, non pas au banquier désigné s'il s'en trouve un, mais à un banquier quelconque. Cet acte semblait trancher toutes les difficultés relatives au crossing. La jurisprudence vint restreindre beaucoup les effets qu'on pouvait en attendre par sa décision dans l'affaire Simmonds contre Taylor (2) (1857). Un chèque barré avait été volé, le crossing avait été effacé et le tiré avait versé directement le montant du chèque entre les mains du voleur. On jugea que le banquier avait payé valablement, non pas parce que le barrement avait été effacé de façon à ne pas laisser de traces, ce qui aurait pu être

(1) Act, 1856 : In every case where a draft on any banker made payable to bearer or order on demand bears across its face an addition in written or stamped letters of the name of any banker, or the words « and Co » in full or abbreviated, either of such additions shall have the force of a direction to the banker upon whom such draft is made that the same is to be paid only to or through some banker and the same shall be payable only to or through some banker.

(2) Common Bench, new series, 528 et 27, Law Journal, new series, common pleas.

soutenu en fait, mais parce que, d'après les déclarations du juge Creswell, le crossing ne fait pas partie du chèque, son altération ne constitue pas, par conséquent un faux rendant le chèque nul ; tout détenteur du chèque a le droit d'effacer le crossing, de même qu'il a le droit de l'inscrire, et dans l'espèce, le tiré a payé valablement parce qu'il ne pouvait pas savoir que celui qui avait effacé le crossing était un porteur illégitime. Le « Baron » Bramwel, disait de son côté : « Cet acte législatif (l'acte de 1856) est un essai manqué (abortive) pour réaliser cette chose impossible, de rendre un chèque sur lequel est inscrite cette mention « payable au porteur », non payable au porteur ; c'est une chose qui ne peut être ».

L'efficacité que la loi avait semblé apporter au crossing, était donc réduite à bien peu de chose ; il constituait une fort mince protection pour le propriétaire légitime du chèque ainsi barré. Le voleur qui l'avait dérobé effaçait d'un trait le nom du banquier de croisement ou la mention « et compagnie » et le tiré était alors valablement libéré, bien qu'il eut payé directement le chèque au bénéficiaire. Un acte de 1858 (21.22 Vic. C. 79) vint combler les lacunes laissées par l'acte antérieur. Il décida que le crossing faisait partie intégrante du chèque, qu'on ne pouvait par conséquent le modifier davantage que les autres mentions du chèque, et que son altération constituait un faux (felony). Cet acte admit aussi la distinction du chèque barré généralement au moyen de la mention « et compagnie », qui peut être payé à un banquier quelconque et de celui qui portait le nom d'un banquier, ne peut plus désormais être payé qu'à ce banquier. Le tireur peut barrer le chèque de l'une ou l'autre façon. Il en est de même

du porteur qui peut aussi transformer le barrement général en barrement spécial, mais ne peut faire l'opération inverse. Le banquier tiré est tenu de suivre l'ordre que constitue le barrement, mais si ce barrement se trouvait effacé ou altéré de façon à ne pas laisser de traces, ou des traces à peine visibles, on ne pourrait lui reprocher d'avoir payé directement au porteur. Cette loi constituait un progrès sérieux, et le crossing devenait une garantie plus réelle pour le propriétaire du chèque ; désormais le crossing est une partie intégrante du chèque, elle ne peut plus être altérée et modifiée, un trait de plume fait par un porteur illégitime du chèque ne peut plus permettre au tiré de le payer valablement entre les mains d'un non-banquier. L'acte de 1858 ne donnait pas pourtant au porteur du chèque une sécurité absolue, et des difficultés allaient encore apparaître qui montreraient l'insuffisance de la loi.

Supposons qu'un chèque ait été dérobé. Le voleur pourra porter directement le chèque chez le tiré ; si celui-ci le paie en dépit du barrement, il sera responsable à l'égard du propriétaire légitime qui se trouve en l'hypothèse protégé. Si le voleur, au contraire, trouve moyen de toucher le chèque en conformité avec les indications du crossing, le tiré qui aura payé de bonne foi et sans négligence se trouvera libéré. Il sera assez rare que le voleur puisse trouver un banquier disposé à encaisser le chèque pour son compte, et en tout cas, la difficulté de recourir à lui sans se faire connaître pourra l'empêcher d'user de cette voie. S'il a pu cependant faire encaisser le chèque barré régulièrement, et qu'il soit ensuite introuvable ou insolvable, le vol retombera sur le propriétaire du chèque ou bien sur le banquier

encaisseur, si l'on peut prouver que celui-ci n'a pas pris de précautions suffisantes ou qu'il avait des raisons de se méfier ; mais en fait le porteur ne risque guère de subir de cette façon une perte, parce que le voleur trouvera difficilement un banquier pour encaisser son chèque. Envisageons maintenant le cas où le voleur ne cherche pas à faire toucher lui-même le chèque, mais à le transmettre à des tiers. Si ces tiers sont de mauvaise foi, leur situation sera semblable à celle du voleur, on aura sans doute aussi la même méfiance à leur égard, ils auront la même difficulté à s'assurer le concours d'un banquier encaisseur. Si, au contraire, ces tiers ont acquis le chèque contre valeur, de bonne foi et sans négligence, s'il n'y a pas eu, en outre, de faux dans la transmission qui leur a été faite du chèque, par exemple un faux endossement, ils en ont acquis la propriété. Le volé ne pourra pas les poursuivre, il ne pourrait même pas se retourner contre le tiré qui aurait payé directement le chèque sans tenir compte du crossing ; celui-ci serait sans doute en défaut, mais comme le volé aurait cessé d'être propriétaire du chèque, il n'aurait plus aucun titre à réclamer l'exécution des obligations du tiré. Le moyen le plus pratique pour un voleur de tirer parti du chèque barré, c'est donc de le transmettre à un tiers. Si ce tiers est de bonne foi, s'il a acquis le chèque contre valeur et sans faux, il est devenu propriétaire légitime du chèque ; le volé ne pourra le poursuivre et sera réduit à un recours contre le voleur, le plus souvent illusoire.

Pour remédier à cet inconvénient et suivre la tendance toujours plus marquée à assurer la sécurité des porteurs de chèque, on prit l'habitude d'inscrire à côté du crossing cette mention : « not negociable », dont les

effets furent réglés par un acte de 1876. Cette indication n'empêchait pas, malgré les apparences, le chèque de pouvoir être transmis par endossement ou de la main à la main ; elle n'était pas un obstacle à la « transférability » du chèque ; elle empêchait seulement l'acquéreur du chèque d'avoir plus de droits que son ayant-cause ; elle permettait au porteur d'en garder la propriété bien qu'il eût été transmis par une personne sans titre, à un tiers de bonne foi, contre valeur. La mention « not negotiable » complétait l'effet du crossing. Grâce à elle le porteur d'un chèque barré pourra avoir recours, en cas de vol, à la fois contre le voleur, contre les tiers acquéreurs fussent-ils de bonne foi, contre le tiré qui aurait payé sans tenir compte du barrement, contre le banquier qui a encaissé pour le compte d'un voleur faute de précautions et de renseignements suffisants. La mention « not negotiable » ne pouvait produire d'effets que sur un chèque barré. L'acte de 1876 réglait encore la responsabilité du banquier encaisseur en décidant « que le banquier qui présente un chèque barré pour son client qui n'a pas titre, s'il est de bonne foi, n'encourt pas de responsabilité envers le véritable propriétaire ». La responsabilité du banquier encaisseur est donc atténuée quand il agit pour le compte d'un client. La question de savoir qui est le client est une question de fait.

Tous les actes précédents ont été modifiés en partie et surtout condensés dans un acte qui règle à la fois la matière de la lettre de change et du chèque, le « Bills of exchange act », du 18 août 1882 (1). Cet acte pose

(1) On trouvera la traduction de ce texte dans l'annuaire de législation étrangère de 1883, p. 283. — Cf. aussi : Bar-

d'abord qu'un chèque peut être simplement barré, ou bien être barré et porter en outre la mention « not negociable ». Un chèque est barré, lorsqu'il porte deux lignes parallèles entre lesquelles il n'y a aucune indication ou les mots « and company » en toutes lettres ou en abrégé (1). Le barrement est dit alors général ou en blanc ; le chèque doit être présenté par un banquier quelconque. Le chèque est encore barré lorsqu'il porte en travers de l'écriture, le nom d'un banquier, que celui-ci soit inscrit ou non entre deux lignes. Seul le banquier désigné a qualité pour toucher le chèque (2). Peut-il y avoir un barrement qui soit intermédiaire entre le général et le spécial, celui qui serait fait par exemple au nom de tous les banquiers de telle ville ? Dans le silence de la loi, la question est discutée. Deux barres entre lesquelles se trouve le mot « Bank » ne constituent pas un barrement au nom de la Banque d'Angleterre, mais un barrement général. Le chèque peut être barré d'abord par celui qui l'émet. Souvent, il aura des formules de chèques portant imprimées deux barres transversales et qui présentent sur les signes manuscrits, l'avantage d'être indélébiles. Le tireur peut donc émettre des chèques qui d'avance seront barrés, ou bien ajouter lui-même les mentions nécessaires pour que le chèque porte un crossing, soit général, soit spécial. Tout propriétaire postérieur du chèque peut aussi le barrer ou bien transformer le barrement général en barrement spécial ou y ajouter la mention « non négociable ».(3). Le détenteur du chèque

clay et Dainville : Les effets de commerce dans le droit anglais, Ire annexe, p. 229.

(1) Bills of Exch. Act., 1882, art. 76.

(2) Art. 79.

(3) Art. 77.

qui le barre peut être le banquier chargé de le toucher pour un de ses clients. Ce cas est fréquent en pratique, le banquier encaisseur donne ainsi au chèque une garantie nouvelle contre le vol, sans changer la manière dont il sera payé.

Lorsqu'un chèque est barré au nom de plusieurs banquiers, le tiré doit refuser de le payer à aucun d'eux, toutefois, il est permis au banquier désigné par le crossing de barrer une seconde fois le chèque au nom d'un autre banquier qu'il charge de toucher le chèque à sa place, il barre « for collection » (1). Cette situation se présente souvent en pratique ; une banque de province a un chèque barré à son nom sur une banque de Londres, elle ne va pas lui envoyer le chèque pour en obtenir un paiement réel, mais plus simplement le barer au nom d'un banquier de Londres son agent au clearing-house, le lui transmettre ; il sera en situation de le liquider facilement. Beaucoup de banques de Londres agissent de même et transmettent à une autre leurs chèques barrés, parce que les banques membres du clearing-house, par où passent en définitive presque tous les chèques barrés, sont très peu nombreuses, une vingtaine seulement.

Le barrement et la mention « not negociable » font partie du chèque. Leur altération est interdite, elle peut constituer un faux et rend le chèque nul (2). Ils peuvent cependant être effacés par le tireur ou l'endosseur qui ont la faculté de l'annuler en mettant sur le chèque ces mots « pay cash over the counter », ou simplement « pay cash » c'est-à-dire payez directement en espèces

(1) Art. 77, par. 6.

(2) Art. 78.

(1). Cet ordre ne peut produire effet, que si ceux qui l'ont donné sont bien le tireur ou l'endosseur propriétaire du chèque. Dans le cas où il n'en serait pas ainsi, le tiré qui acquitterait directement le chèque à un non ayant-droit ne serait pas libéré. On admet en pratique que la mention « pay cash » peut être suivie, non pas nécessairement de la signature du tireur ou de l'endosseur, mais simplement de leurs initiales. Cet usage est dangereux pour les banquiers tirés, il rend les faux plus faciles et permet parfois aux voleurs de toucher les chèques barrés. L'« institute of bankers » (2) engage les banquiers à réagir et à modifier cette habitude, à rendre aussi plus rares les occasions où il est nécessaires d'effacer le crossing, en évitant en particulier de remettre à leurs clients exclusivement des formules de chèques déjà barrés.

Le barrement a pour effet, on le sait, d'obliger le tiré de payer le chèque, soit à un banquier quelconque (barrement général), soit à un banquier déterminé (barrement spécial). La loi ne détermine pas qui doit être considéré comme banquier, et à ce propos, il faut noter que l'organisation des banques est en Angleterre différente de la nôtre ; sont seuls considérés comme banquiers ceux qui reçoivent des dépôts qu'ils s'efforcent de faire fructifier, tout en gardant les disponibilités nécessaires pour faire face aux demandes de remboursement, et ces banques de dépôts sont spécialisées dans cet emploi. Ceux, au contraire, qui s'occupent d'autres opérations considérées en France comme étant essentiellement du ressort des banquiers, l'émission d'emprunts

(1) Chalmers : Bills of exchange, act, sous la section 78.

(2) Cf. journal of institute of bankers, octobre 1911.

par exemple, sont qualifiés de « merchants » (1); ils ne sont pas bankers, on ne peut pas tirer de chèques sur eux; ils ne peuvent pas encaisser de chèques barrés (2).

Le banquier encaisseur doit-il être différent du banquier tiré? Supposons qu'un individu ait un chèque tiré sur son banquier et barré généralement, devra-t-il, pour le toucher, s'adresser à un autre banquier? Ce serait une complication inutile, le porteur du chèque pourra le remettre à son banquier ordinaire qui le paiera au moyen d'une inscription à son crédit et sera responsable comme un banquier encaisseur ordinaire. Le banquier tiré devra payer, avons-nous dit, en se conformant aux indications du crossing. Il pourrait toutefois payer directement le chèque au porteur sans qu'il en résultât pour lui d'inconvénient, si le porteur est le véritable ayant-droit; au cas contraire, le paiement serait nul et ne pourrait être mis au débit du tireur; le propriétaire légitime du chèque reste en droit d'en réclamer un autre. Il y a un cas où le tiré ne sera pas responsable, bien qu'ayant payé directement au porteur un chèque barré, c'est lorsque le barrement a été effacé ou oblitéré, et que le paiement a été fait par le tiré de bonne foi et sans négligence (art. 79 in fine de la loi de 1882).

Le chèque simplement barré reste négociable. Le propriétaire continue de pouvoir le transmettre, et mêm-

(1) Cf. Cette définition du banker, Gandy, *Elements of banking*, p. 94. « The modern banker, however is one who receives cash or its equivalent in the form of cheques, notes bills and instruments of credit from and on behalf of his customer and which he repays by honouring the cheques, bills etc, drawn on him by that customer. »

(2) Cf. Bagehot, *Lombard Street*, p. 202, François, *Op. cit.*, p. 9

me celui qui le reçoit de bonne foi et contre valeur d'un individu qui l'a volé acquiert sur lui un droit de propriété. Si une personne se trouvait dans ces conditions et touchait directement le chèque, le volé ne pourrait poursuivre ni le propriétaire actuel, dont le droit est à l'abri de toute contestation, ni le tiré à qui il ne peut reprocher d'avoir mal payé un chèque sur lequel il a perdu tout droit. Le propriétaire primitif du chèque aurait au contraire gardé son droit intact si l'acquéreur était de mauvaise foi, si le chèque lui avait été transmis à titre gratuit ou à la suite d'un faux, ou bien s'il portait les mots « not negotiable » (1), et c'est en vue de cette hypothèse qu'on a pris l'habitude d'employer une pareille clause. Elle présente intérêt surtout pour les chèques au porteur ou endossés en blanc ; pour les chèques à ordre, elle est moins utile : le voleur ne pourra les transmettre à un tiers qu'au moyen d'un faux et nous avons vu que dans ce cas l'acquéreur, fût-il de bonne foi, ne peut avoir de droit à l'encontre du propriétaire volé. En fait pourtant, on appose fréquemment sur ces chèques à ordre la mention « non négociable ». Elle n'est pas d'une grande utilité, elle n'est pas non plus une grande gêne. Avec cette clause, la remise d'un chèque endossé en blanc ou au porteur par un non propriétaire ne peut plus transférer à l'acquéreur de bonne foi et contre valeur un droit plus étendu que celui de son auteur. Elle ne signifie donc pas que le bénéficiaire du chèque cesse de pouvoir céder son droit sur le chèque, que celui-ci devient « intransférable ». On pourrait arriver à ce résultat en rédigeant par exemple le chèque de cette façon « Pay to X. only », payez

(1) Art .81 .

seulement à X, mais il serait tout à fait contradictoire d'attribuer le sens de non transférable à la mention non négociable apposée par le tireur sur un chèque qu'il rédige à ordre ou au porteur.

Le banquier tiré ne peut payer, nous l'avons vu, qu'en suivant les indications du crossing ; s'il ne s'y conforme pas, il est responsable de tout le dommage qu'a causé au porteur du chèque le paiement fait de la sorte (1), en d'autres termes, s'il a payé directement le chèque à un non ayant-droit, il ne peut en débiter le compte du tireur et il reste tenu de le payer au porteur légitime. S'il a payé au contraire à un banquier, en cas de barrement général, au banquier désigné ou à son agent pour recouvrement, en cas de barrement spécial, il se trouve libéré, même si le paiement fait ainsi n'a pas profité au propriétaire du chèque. Quant au banquier encaisseur, quelle est sa responsabilité quand il présente le chèque pour un individu qui n'y a pas droit ? Il agit comme mandataire du porteur du chèque dont il garantit le droit. L'article 82 du Bills of exchange act règle ce point et atténue la responsabilité du banquier encaisseur, lorsqu'il agit pour le compte d'un client « Le banquier qui, de bonne foi et sans négligence, a fait l'encaissement pour un client, d'un chèque barré en blanc ou spécialement à son nom, lorsque ce client n'a sur le chèque aucun droit ou un droit entaché de vices (défective), n'encourt, par le seul motif qu'il avait accepté le paiement, aucune responsabilité envers le véritable propriétaire » (2). La responsabilité du banquier encaisseur est donc plus sévèrement appréciée lorsqu'il agit pour un inconnu que lorsqu'il agit pour un client.

(1) Art. 79, par. 3.

(2) Art. 82.

Il s'agit alors de savoir quand on est en présence d'un client. Cette question a donné lieu à plusieurs décisions judiciaires : dans l'affaire Lacave contre Crédit Lyonnais, on a jugé que pour être client d'une banque, il fallait avoir un compte courant dans cette banque, ou tout au moins faire avec elle une série suivie d'opérations. Un autre jugement a décidé qu'un individu qui, de façon habituelle, faisait encaisser des chèques par une banque pouvait être considéré comme client au sens de l'article 82. Il s'agit de savoir quand le banquier fait l'encaissement pour le compte d'un client. Il y a des cas où la question peut être douteuse. Si le banquier à qui un client a remis un chèque barré commence par en porter le montant au crédit de ce client, il devient détenteur du chèque, l'encaisse pour son propre compte et non plus comme mandataire ; il s'indemnise par là de la dette contractée envers le porteur du chèque par l'inscription à son crédit ; il cesse de faire l'encaissement du chèque pour un client aux termes de l'article 82, il en emploie le montant dans son intérêt, il doit cesser d'être protégé par cet article 82 ; par conséquent, s'il a reçu de son client un chèque « non négociable », s'il en a crédité le client et l'a touché seulement après, il pourra être poursuivi par le propriétaire à qui ce chèque aurait été dérobé, de même s'il a encaissé de cette façon un chèque revêtu d'un faux endossement. Telle était du moins la solution suivie par la jurisprudence. Elle était peut-être conforme à l'interprétation stricte de la loi, mais elle aboutissait en fait à priver le plus souvent les banquiers de la protection de l'article 82 ; presque toujours, en effet, ils commençaient par créditer le compte du client qui leur remettait un chèque barré et le touchaient seulement après. Cette habitude

leur semblait être plus commode, puisqu'ils continuaient à s'y conformer malgré la jurisprudence défavorable qui aggravait en ce cas leur responsabilité. Leurs protestations n'ayant pu faire revenir les tribunaux sur leurs décisions antérieures, un changement législatif fut à plusieurs reprises proposé et aboutit à l'acte voté le 15 juin 1906 par la chambre des communes et ainsi rédigé : « Un banquier reçoit paiement pour un client dans le sens de l'article 82 du Bills of exchange act de 1882 lorsqu'il crédite le compte de son client avec le montant du chèque avant d'en recevoir paiement ». Le banquier à qui on remet un chèque barré, qui crédite le compte de son client et touche ensuite le chèque n'est donc pas responsable, s'il agit de bonne foi et sans négligence, du défaut de titre de son client. Solution équitable : qu'il crédite son client avant ou après encaissement, le banquier continue de n'être au fond que son mandataire, l'inscription au crédit n'est que provisoire, subordonnée au paiement du chèque par le tiré. L'article 82 s'applique seulement au banquier qui aura agi de bonne foi et sans négligence, ce sont là des questions de fait ; on a jugé par exemple qu'un banquier avait agi avec négligence lorsqu'il avait encaissé pour le compte d'un client un chèque tout à fait hors de proportion avec ses ressources.

Depuis la loi de 1882, un autre usage s'est répandu qui tend encore à renforcer la sécurité du chèque, mais bien qu'il soit très employé, ses effets sont encore mal délimités. Aucun acte législatif ne les a réglés et la jurisprudence est indécise. Cet usage consiste à mettre sur le chèque ces mots « Account payee » compte du porteur, ou « Account X » avec le nom du bénéficiaire. Cet avis ne s'adresserait pas au tiré dont la situation

n'est pas modifiée, mais au banquier chargé de l'encaissement. Y a-t-il là pour lui un ordre formel de ne pas payer le chèque au bénéficiaire, mais de le porter seulement à son crédit ? Certains l'ont prétendu et cet usage tendrait alors à rapprocher le chèque barré du chèque allemand payable seulement en compte. Généralement, on n'interprète pas ainsi ces mots « account payee » ; l'article 78 de l'acte de 1882 dit qu'il est défendu de « faire quelque addition au barrement » ; l'addition dont il est question ne rendrait pas nul le crossing, mais vaudrait comme un avis au banquier de recouvrement de s'enquérir avec un soin particulier du titre du porteur. Les mots « Account X » n'empêcheraient pas non plus la négociabilité du chèque, c'est-à-dire l'acquisition par un porteur de bonne foi et contre valeur de la propriété d'un chèque dérobé. Cette opinion a été combattue, mais reconnue exacte par la jurisprudence (*Aff. The National Bank c. Silk*).

Telles sont les règles auxquelles est actuellement soumis le chèque barré anglais ; elles sont la résultante d'habitudes qui, une fois admises dans la loi, ont été à mesure que le besoin s'en faisait sentir, modifiées et complétées. Elles produisent les meilleurs résultats puisque le chèque barré est extrêmement employé en Angleterre, et que, sur une si grande circulation, on signale peu de vols. Ces chèques barrés pourraient être soustraits facilement, ils passent entre bien des mains, beaucoup sont envoyés par la poste sans être recommandés, mais ils portent en eux-mêmes leur protection et si on peut les dérober sans peine, à quoi bon si l'on ne peut arriver à les toucher ? Les règles anglaises assurent autant que possible la sécurité du chèque, tout en lui laissant sa commodité et ses facilités de circulation ;

elles ont eu aussi pour résultat de généraliser les liquidations simplifiées par compensation. C'est en Angleterre que le chèque barré a produit les meilleurs résultats, c'est son exemple qui a amené plusieurs nations à en tenter à leur tour l'expérience.

CHAPITRE IV

Le Chèque barré en France

CHAPITRE IV

Le Chèque barré en France

La loi du 14 juin 1865, qui est venue régler en France la matière du chèque, ne fait aucune allusion au chèque barré ; il est pourtant impossible que les auteurs de cette loi, qui ont été chercher leur inspiration dans la loi anglaise, qui ont voulu introduire chez nous des habitudes qu'ils voyaient fonctionner en Angleterre n'aient pas eu connaissance du croisement du chèque et de ses effets. Pourquoi, l'ayant connu, n'ont-ils pas voulu l'adopter ? C'est que d'abord cet usage du barrement n'avait pas pris encore sa forme définitive ; deux actes législatifs s'en étaient déjà occupés, mais beaucoup de points n'étaient pas encore élucidés. Rien d'étonnant à ce qu'en France, on n'ait pas voulu adopter des règles peu précises, encore incomplètes et dont on ne discernait pas nettement l'utilité. On se figurait en effet que barrer un chèque, c'était en somme l'endosser au nom d'un banquier, et que cet usage n'avait d'autre objet que de remédier aux inconvénients de la forme au porteur pendant longtemps seule admise pour le chèque en Angleterre. Voici ce que dit à ce propos M. Darimon, rapporteur de la loi de 1865 devant le corps législatif : « Les chèques étant habituellement payables au porteur, sur sa demande ; il

était utile quand on les expédie par la poste ou par d'autres voies, de prendre des précautions pour qu'ils ne tombassent pas entre les mains de personnes auxquelles ils ne sont pas destinés, et qui pourraient, en les présentant, obtenir le paiement. Le moyen qu'on a considéré comme étant le plus efficace pour atteindre ce but, c'a été d'écrire en travers du chèque le nom d'un banquier, ou entre deux barres transversales les mots « et compagnie », ou simplement et « Cie ». C'est ce qu'on appelle croiser ou barrer un chèque. Le chèque peut être croisé, « crossed », indifféremment par le porteur ou par un des porteurs. Quand le chèque porte seulement les mots « et compagnie » ou « et Cie », celui qui le reçoit peut y insérer le nom d'un banquier ou de toute autre personne à qui il désire que le chèque soit payé, et cette formalité a les mêmes effets que si le chèque avait été barré par le tireur. Un chèque croisé ne peut être payé qu'à un banquier. Si un chèque a été acquitté dans ces conditions, le banquier sur lequel il a été tiré, non seulement est déchargé de toute responsabilité, mais il est exempt de toute action qui pourrait lui être intentée par son client dans le cas où une personne supposée aurait touché l'argent. Depuis l'acte du 24 mai 1858, qui a confondu la lettre de change avec le chèque, l'usage s'est répandu d'énoncer à ordre le chèque qui n'avait été jusque-là qu'au porteur. Néanmoins, le chèque croisé est encore le plus habituellement usité, mais il n'est pas inutile de faire remarquer que le croisement du chèque est un véritable endossement. » Et M. Darimon ajoute plus loin « Quelques maisons de banque ont tenté d'introduire l'usage du chèque barré qui est un véritable endossement ». Les auteurs qui écrivirent alors sur le chèque ne pensent pas autrement.

Dans le « Dictionnaire théorique et pratique du commerce et de la navigation » publié en 1859, nous lisons : « le chèque barré au nom d'un banquier cesse d'être au porteur... ». Nougier, dans son commentaire de la loi du chèque (1) dit : « Les banques de dépôt en France ont essayé d'introduire l'usage du chèque barré, certes notre législation ne le proscriit pas, mais la faculté d'endossement le rend complètement inutile ». Le Mercier (2) parle dans le même sens : Depuis l'acte du 24 mai 1858, l'usage s'est répandu d'énoncer à ordre le chèque qui n'avait été jusque là qu'au porteur. Néanmoins, le chèque croisé est encore le plus habituellement usité. Mais il n'est pas inutile de faire remarquer que le croisement d'un chèque est un véritable endossement ».

Ainsi donc, pendant un temps, on considéra que le barrement faisait double emploi avec l'endossement ; qu'il se confondait avec lui. Il était inutile, dans ces conditions, que la loi s'en occupât. Puisque la loi réglait déjà la clause à ordre, point n'était besoin de consacrer au barrement des dispositions spéciales. C'était même un sujet d'étonnement pour les auteurs cités plus haut que la survivance en Angleterre du crossing après l'introduction de la clause à ordre. Cette assimilation entre l'endossement et le barrement poussée beaucoup trop loin, empêcha les auteurs de la loi de 1865 d'apercevoir l'utilité propre du barrement et de l'admettre à côté du chèque ordinaire. Contrairement à l'opinion que nous avons rapportée, le chèque barré a gardé en Angleterre son utilité après l'introduction de la clause à ordre. Son

(1) Nougier : Des chèques, commentaire de la loi du 14 juin 1865. Paris, 1865, numéro 63, pages 56.

(2) Le Mercier : Des chèques, thèse, Lille, 1874, p. 14.

usage n'a fait au contraire que devenir plus général et plus régulier, grâce à des dispositions législatives nouvelles et à l'habitude toujours plus fréquente de recourir aux services des banques. Pendant ce temps, en France, l'usage du chèque n'entraînait que très lentement dans les mœurs, et le clearing fondé à Paris en 1872 ne faisait qu'un chiffre d'affaires minime à côté de celui de Londres. On fut amené à rechercher pourquoi ces institutions si florissantes en Angleterre l'étaient moins en France. On constata d'abord que les clearing-houses Anglais avaient un élément tout trouvé dans les chèques barrés qui presque forcément se liquidaient par compensation. On vit bien aussi que le crossing et l'endossement étaient deux choses distinctes ayant chacune leur utilité propre. Le banquier, au nom de qui le chèque est barré n'est pas un endossataire, propriétaire du chèque et peut-on d'autre part considérer le barrement comme un endossement irrégulier qui, aux termes de l'art. 138 du Code de commerce, ferait du banquier chargé d'encaisser le chèque un endossataire par procuration ? la question est au moins douteuse. Le chèque continuerait après cet endossement prétendu, de circuler de main en main ; il pourrait être revêtu d'endossements nouveaux qui en transféreraient la propriété et la procuration donnée par un précédent porteur subsiste-t-elle après qu'il a cessé d'être propriétaire du chèque ? Peut-elle d'ailleurs avoir pour effet d'empêcher le propriétaire du chèque de le toucher lui-même directement ? Le porteur d'un chèque, envers qui le tiré n'est tenu qu'à payer le chèque quand on le lui présente, peut-il lui imposer une défense de payer au véritable propriétaire et aggraver ainsi sa responsabilité en ne rendant libératoire que le paiement fait à un banquier ? Si le

barrement est purement et simplement un endossement, peut-il produire quelque effet sur un chèque rédigé au porteur ? Remarquons encore que si d'après l'article 138 du Code de commerce, l'endossement irrégulier de la lettre de change vaut procuration, et si la même règle s'applique au chèque, encore faut-il que dans cet endossement irrégulier, certains éléments indispensables se trouvent réunis. Si l'on peut admettre à la rigueur que l'apposition du nom d'un banquier, sans date, sans signature, constitue un endossement par procuration au nom de ce banquier, on ne peut en aucune façon admettre la même solution pour la mention « et compagnie ». Il ne peut y avoir là d'endossement. L'endossement et le barrement sont des actes qui ont bien des rapports, qui se rapprochent parfois au point de se confondre, mais il ne faut pas à toute force vouloir les ramener toujours à une même opération ; on ne peut pas par l'endossement, tel que l'admettait déjà la loi de 1865, obtenir tous les effets qu'on recherche du croisement, notamment rendre le chèque payable par l'intermédiaire d'un banquier quelconque.

Cette différence, on ne tarda pas à la sentir et à constater qu'il ne suffisait pas des règles et de la pratique de l'endossement pour obtenir les résultats du chèque barré. Plusieurs auteurs proposèrent de l'introduire en France, soit par voie législative, soit par l'initiative des banques. M. Grillon publiait en 1890 (1) un ouvrage où il montrait tous les avantages du chèque barré. Il lui attribuait même des effets qui peuvent sembler tout à fait exagérés, et parmi lesquels nous relevons : la disparition

(1) Ernest Grillon : La question sociale : le chèque barre, Paris 1890.

du numéraire, la gratuité des emprunts d'état, l'extinction de la dette publique, la diminution des impôts, et leur rentrée sans fraude et sans frais, etc. M. Grillon voyait dans le chèque barré l'instrument qui ferait disparaître le numéraire et amènerait une organisation où chacun aurait sa fortune sous la forme d'un compte, où toutes les transactions se régleraient par virements. Cette idée est celle qui a été aussi développée en Belgique par M. Solvay et l'école comptabiliste : l'état tiendrait des registres où serait porté le crédit de chaque citoyen qui en disposerait par ordre de virement. Ce système peut sembler séduisant, il s'appuie sur ce fait que l'or et l'argent sont de moins en moins employés dans les paiements, qu'ils sont simplement un intermédiaire dont on peut se passer. Nous n'avons pas à juger ces théories. Qu'il nous suffise de dire que le chèque, même lorsqu'il est réglé par écritures, continue de représenter de la monnaie, et que le bénéficiaire pourrait, par lui, obtenir de la monnaie. Dans les clearing-houses des liquidations considérables ont lieu par compensation, mais si l'or est invisible dans ces opérations, il continue d'en être le fondement, et il serait très difficile de le remplacer dans son double rôle de commune mesure des valeurs et d'instrument libératoire. On nous annonce, il est vrai, qu'il faudra l'abandonner un jour, parce qu'il aura perdu toute valeur, soit qu'on en ait extrait du sol de grandes quantités, soit qu'on ait découvert enfin le moyen d'en produire artificiellement. Il faudrait bien alors songer à le remplacer ; en attendant, il continue de jouer un rôle, et on s'aperçoit de son importance dans les pays mêmes où, en temps ordinaire, il ne circule que de façon restreinte : « Com-

bien de fois, écrit M. Raphaël-Georges Lévy (1), à propos de la fameuse crise Américaine de 1907, combien de fois n'a-t-on pas célébré la perfection des modes de paiement américains, que de statistiques ont démontré que la proportion des espèces dans les paiements est plus faible que partout ailleurs. Que cependant une crise éclate et le besoin de métal se fait sentir de la façon la plus pressante. Les troubles financiers qui ébranlent si profondément l'Amérique se sont manifestés dans leur phase aiguë par une demande imprévue, violente, du métal jaune ; chacun réclame le remboursement en espèces des montants qui figurent au crédit de son compte. » Les effets que M. Grillon attendait du chèque barré semblent loin d'être réalisés même en Angleterre, le pays par excellence du chèque barré ; les abus et les inconvénients qu'il prétendait devoir être supprimés par ce moyen subsistent en grande partie, et ce n'est pas par lui qu'il faut espérer de les voir disparaître un jour.

Dans le monde des affaires, la notion du chèque barré commençait à se répandre aussi. La Chambre de commerce de Paris, saisie de la question en 1892, exprima un avis favorable qu'elle devait renouveler à plusieurs reprises. En 1894, l'« Union des banquiers du commerce de Paris et de la province » qui comprenait des banques puissantes telles que le Crédit Lyonnais et le Comptoir National d'Escompte, adressait à ses adhérents, la circulaire suivante :

(1) R. G. Lévy : L'avenir de la monnaie et la monnaie de l'avenir. — Rapport présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, le 16 novembre 1907. — Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 1908, p. 36.

Paris, le 17 avril 1894.

Messieurs,

« Nous avons l'honneur de vous informer qu'en suite de la résolution prise par les membres de l'Union des banquiers du commerce de Paris et de la province, en réponse au désir exprimé par un groupe important de chambres syndicales Parisiennes, nous tiendrons à la disposition des clients qui nous en feront la demande, des carnets de chèques barrés.

Ces chèques porteront l'inscription suivante :

« D'ordre exprès du tireur, ce chèque étant barré ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel. »

Ils seront délivrés contre une décharge ainsi conçue : « Je vous prie de me faire remettre un carnet de chèques barrés portant la mention suivante :

« D'ordre exprès du tireur, ce chèque étant barré ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel. »

Vous m'obligeriez en observant rigoureusement cette recommandation, et en considérant comme banquier ou officier ministériel les personnes qui figurent au Bottin en cette qualité.

Je déclare accepter, pour mon propre compte, toutes les conséquences de cette indication de paiement.

Veuillez agréer, etc... »

Cette tentative pour introduire en France le chèque barré, ou plus exactement le chèque payable seulement à une banque ou à un officier ministériel, n'eut qu'un succès très médiocre. On rencontrait parfois des chèques barrés, mais le plus souvent, ils avaient été émis en Angleterre. Certaines banques se servaient de cette

forme quand elles avaient à faire tenir un chèque à une de leurs succursales, à une autre banque ou à un officier ministériel, pour le transmettre avec plus de sécurité. Les effets de cette mention nouvelle mise sur le chèque étaient d'ailleurs assez incertains. Aucun texte législatif ne les réglait et l'usage était trop intermittent pour qu'il pût se former des règles sûres. Les recueils de jurisprudence ne rapportent pas de jugements sur la matière, mais en fait, la circulation des chèques barrés était fort défectueuse et des difficultés s'élevaient souvent à leur sujet. Il arrivait notamment qu'on les payât directement au porteur, sans tenir compte de la défense qui en était faite, ou à l'inverse que certains porteurs à qui on refusait de les payer fissent faire protêt. Il est à remarquer que, suivant la formule du chèque payable à un banquier ou à un officier ministériel, il suffisait que l'huissier se présentât pour que le tiré pût acquitter le chèque entre ses mains sans contrevenir aux instructions reçues. Le chèque barré n'avait donc qu'une existence fort précaire, on contestait même sa légalité : l'article 1 de la loi du 14 juin 1865 dit que le chèque ne peut être tiré qu'à vue ; l'article 5 de la même loi dit que « toutes stipulations ayant pour effet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition sont nulles de plein droit », or, la défense de payer directement au porteur ne va-t-elle pas à l'encontre de ces textes, le chèque barré ne cesse-t-il pas d'être payable à vue et à la première réquisition ? A quoi l'on répondait que le chèque n'est pas à cause du barrement un effet à terme, qu'il ne cesse pas d'être payable à vue dans le temps, comme le voulait le législateur de 1865, que le porteur du chèque peut le faire présenter au paiement aussitôt qu'il l'a entre les mains,

sauf à recourir aux offices du banquier désigné ou d'un banquier. On disait encore, c'était notamment l'opinion de M. Thaller (1), que la défense au tiré de payer le chèque directement au porteur ne pouvait avoir de sanction. L'article 145 du Code de commerce dit que celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition, est présumé valablement libéré. Ce texte s'applique au chèque, et le tiré qui paie un chèque à l'échéance et sans opposition est présumé, lui aussi, valablement libéré. Le fait que ce chèque porte défense de le payer à un autre qu'à un banquier ou à un officier ministériel ne modifie pas la règle générale. Pour que le tiré soit tenu de s'enquérir de la profession de celui qui présente le chèque et que sa responsabilité soit admise là où le droit commun la repousse, il faut un texte spécial.

Les Annales de droit commercial proposèrent en 1902 (2) un moyen, d'après elles légal, qui permettait d'obtenir les mêmes résultats qu'avec le chèque barré. Il suffisait de rédiger le chèque « payable à Monsieur... banquier ». Le chèque ainsi rédigé aurait circulé avec sécurité, le dernier porteur aurait dû, pour le toucher, le transmettre à un banquier qui ne l'aurait accepté qu'à bon escient ; cette forme était légale, le chèque payable à un banquier pouvait être considéré comme un chèque à personne dénommée et admis comme tel par la loi du 14 juin 1865. Cet expédient prêtait à la critique, et les Annales de droit commercial déclaraient elles-mê-

(1) Cf Annales de droit commercial 1910, p. 29 : « A propos du chèque barré et de la clause non-négociable ». ... Bullet, Chambre de Comm. de Paris, décembre 1901.

(2) Annales de droit commercial, 1902, p. 313.

mes en 1906 (1) qu'elles ne voudraient plus en recommander l'emploi. D'abord, le chèque payable à M. Y..., Banquier, est-il vraiment un chèque à personne dénommée ? Présente-t-il toute la sécurité désirable ? Il se transmet de la main à la main, on ne peut reconstituer la filière des porteurs, et pour arriver à ce qu'un tel chèque soit touché en dernier lieu par un banquier, on doit renoncer aux avantages de la clause à ordre. Le tireur ne pourra pas avoir, dans ce chèque qui ne portera pas le nom de son créancier bénéficiaire du chèque, une preuve du paiement. Ce moyen détourné d'introduire le chèque barré présentait enfin trop de complications pour qu'on en usât d'une façon suivie avec succès ; il resta à l'état de projet et de système théorique.

Le peu de succès des tentatives faites pour acclimater en France le chèque barré, les incertitudes qui régnaient sur sa légalité et ses effets amenèrent à souhaiter une intervention législative. De nombreux articles (2) parurent en ce sens dans les publications éco-

(1) Annales de droit commercial, 1906, p. 270.

(2) Cf. Annales de droit commercial, 1902, p. 313 ; 1906, p. 270 ; 1910, p. 27 ; Art. de M. Thaller : « A propos du chèque barré et de la clause non-négociable ». — Revue Politique et Parlementaire, fév. 1895, art. de G. François : « Le chèque en France et en Angleterre » ; fév. 1910, Arth. Legrand : « Le chèque barré et l'émission fiduciaire » ; mars 1910, Maurice Bellom : « Le chèque de compensation ». — Economiste Français, 17 octobre 1908, Just Haristoy : « Le chèque et spécialement le chèque barré en Angleterre et en France » : 25 novembre 1911. — Economiste Européen, 8 sept. 1911 : « La banque de France et le chèque barré ». — Journal des Economistes, mai 1906 : Compte-rendu de la conférence faite à la société d'économie politique, le 30 avril 1906, par M. Meliot et de la discussion qui l'a suivie. — Monde Economique, 23 février 1907, P. Feuillâtre ;

nomiques et financières. Plusieurs assemblées ou associations formulèrent des vœux dans ce sens, avec même parfois l'illusion fort apparente que l'admission par une loi du chèque barré aurait pour effet d'en généraliser aussitôt l'usage. En 1902, la Chambre de commerce Française de Londres, qui se trouvait particulièrement bien placée pour apprécier les services rendus par le chèque barré, transmettait un vœu en faveur de sa réglementation légale à la Chambre de commerce de Paris. Cette assemblée l'adoptait ; en 1906, sur un rapport de M. David Mennet, elle le formulait à nouveau. Plusieurs chambres de commerce firent de même, parmi lesquelles nous citons : celles de Marseille, Cam-

« Chèques barrés et chèques non négociables » ; 23 déc. 1911, G. François : « La circulation monétaire en France et le chèque barré » ; 13 janv. 1912. — Réforme Economique : 8 septembre 1911, N. Bonnet : « L'introduction du chèque barré et la banque de France ». — Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris : 20 décembre 1901 ; 10 février 1906 ; 5 octobre 1910 ; 23 novembre 1910. — Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants Français : Avril 1906, décembre 1911, janvier 1912. — Chronique immobilière et financière 1908, n° 22. — Courrier de la Bourse et de la Banque, 1902, n° 2086 ; 1906, n° 3591 : « Le chèque barré et l'usage des chèques » ; 1908, n° 4424-5 ; 1909, n° 4854-5. — Côte libre, 1908, n° 55 ; 1910, n° 248. — Revue internationale du Commerce, 31 mars 1908, Cohen : « Notions sur le chèque barré ». — Moniteur des intérêts matériels, 5, 12, 19 mai 1901 : « L'évolution du chèque », 22-24 juillet 1910. — Petite côte de la bourse, décembre 1904. — Revue des questions scientifiques, 1902, pages 444-489, Van der Smissen : Le chèque et la compensation ». — Revue de comptabilité, 1901, p. 141 ; 1902, p. 129 ; 1905, p. 274. — Union Textile : « Le chèque barré et les paiements commerciaux en France », 1910, n° 7, p. 167. — Revue pratique des sciences commerciales : 1906, pp. 13, 76 ; 1907, p. 303 ; 1908, pp. 9, 105 ; 1909, p. 127. — Cahiers commerciaux, 1907, n° 6, pp. 3, 16 ; 1909, n° 12, pp. 127.

brai, Lille, Dunkerque, Calais, ces dernières étant en relations fort suivies avec l'Angleterre. Un grand nombre d'associations professionnelles formèrent aussi des vœux en faveur de l'adoption légale du chèque barré : l'Union des syndicats patronaux des industries textiles, l'Union syndicale des fournisseurs du bâtiment, la Fédération des industriels et commerçants Français, l'Association générale des tissus, la Chambre syndicale des négociants commissionnaires et du commerce extérieur, la Chambre syndicale des tisseurs de jute, l'Union des banquiers de Paris et de la province, la Société d'économie industrielle et commerciale, etc. Le Conseil général de la Seine devait, un peu plus tard, adopter à deux reprises un vœu en faveur du chèque barré, destiné dans sa pensée à diminuer les transports d'argent, et à éviter les attentats qui s'étaient multipliés contre les garçons de recette.

Le Directeur de la Banque de France adressait aux directeurs des succursales, en 1908 et en 1911, des circulaires leur recommandant l'emploi du chèque barré. Voici un passage de la plus récente, qui date de septembre 1911 et expose l'état de la question à la veille de la loi : « Ce vœu (de la Chambre de commerce de Paris) semble si bien répondre au désir de la grande majorité du commerce français que d'autres compagnies viennent de l'appuyer de leurs délibérations. Nous pensons donc que le moment est venu pour la Banque, en attendant que le Parlement ait statué sur la proposition dont le Parlement est actuellement saisi, au sujet de la réglementation de cette sorte de chèques, de mettre à la disposition de ceux de nos clients qui nous en feraient la demande, des carnets de chèques dont chaque formule

serait barrée et revêtue de la formule explicative suivante généralement usitée « d'ordre exprès du tireur, le présent chèque ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel ».

Nous voulons contribuer par cette mesure à la vulgarisation d'un instrument de paiement encore nouveau en France, mais qui a fait ses preuves dans un grand nombre de pays où il est particulièrement apprécié, vous le savez, en raison des garanties qu'il offre contre les risques de paiement à un porteur de mauvaise loi, et nous espérons ainsi aider au développement de l'emploi du chèque dans les règlements et diminuer le nombre des paiements en espèces qui présentent souvent tant d'inconvénients et de dangers, pour celui qui paie comme pour celui qui reçoit.

Vous devez avoir soin, si de tels chèques, qui sont en principe destinés à être réglés par écritures vous sont présentés exceptionnellement au paiement, de vous assurer de la qualité du présentateur, ce qui, dans la pratique ne peut présenter que des difficultés d'ordre secondaire qu'il vous appartient de trancher en fait, sans formalisme inutile, comme sans complaisance excessive de nature à diminuer les garanties recherchées.

Il est bien entendu que vous pouvez payer ces chèques à tous nos comptes courants qui s'en trouveraient porteurs, de même que vous escomptez et encaissez actuellement les chèques barrés qu'ils vous remettent tirés sur d'autres banques.

Vous voudrez bien vous entretenir de cette nouvelle mesure avec votre clientèle, et notamment avec les membres de votre chambre de commerce, et nous vous prions de nous indiquer par catégories de carnets le

chiffre auquel devrait être porté notre premier envoi de chèques barrés, pour vous mettre en mesure de donner satisfaction, le cas échéant, aux demandes de vos titulaires de comptes. »

Tous ces vœux, tout ce mouvement d'opinion en faveur du chèque barré, avaient donné naissance à une proposition de loi déposée en 1907 devant le Sénat, par M. Antony Ratier, qui fut depuis Garde des sceaux ; elle était ainsi conçue :

« Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 ;

Le chèque traversé de deux barres transversales et parallèles n'est payable que par l'intermédiaire d'un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur, par le bénéficiaire ou par un endosseur.

Si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres transversales, le chèque n'est payable que par l'intermédiaire du banquier ainsi désigné. Toutefois, s'il n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut faire un deuxième barrement au nom d'un autre banquier.

Sont seuls considérés comme banquiers, pour l'application du présent article, les commerçants payant patente de banquier. Le chèque peut être revêtu par le tireur ou par le porteur de la mention « non-négociable ». Cette mention n'empêche pas la cession du chèque, mais elle met obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droit que son cédant. »

C'est cette proposition qui devait, après d'importantes modifications, devenir la loi du 30 décembre 1911.

Déposée devant le Sénat le 26 décembre 1906,

elle fut renvoyée à la commission d'initiative parlementaire ; elle fit l'objet d'un rapport favorable déposé le 29 novembre 1907 par M. Genet (1). Le comité de législation industrielle et commerciale qui fonctionne près du ministère du commerce, reçut mission de l'examiner. M. Thaller déposa un rapport sur le projet dont il critiquait certaines dispositions, et l'on modifia les points suivants : on supprima la faculté de tirer les chèques barrés sur d'autres que sur des banquiers ; la mention « non-négociable » fut supprimée ; on indiqua que les tirés qui paieraient ces chèques directement aux porteurs ne seraient pas libérés ; que le barrement faisait partie intégrante du chèque. La proposition ainsi modifiée fut présentée de nouveau par M. Ratier, au Sénat qui la ratifia par deux votes les 12 juillet (2) et 30 novembre 1911 (3). Lors de la première délibération, il n'y eut aucune discussion ; lors de la seconde, M. Fortier défendit la solution admise dans le projet primitif, et qui permettait aux officiers ministériels de toucher les chèques barrés. M. Ratier défendit le texte de sa proposition qui fut adopté et transmis à la Chambre le 4 décembre 1911. Sur un rapport de M. Maunoury, déposé le 18 décembre (4), elle fut adoptée sans discussion le 22 décembre. Voici ce texte qui complète la loi du 14 juin 1865 dont il forme les articles 8, 9 et 10 et dont il modifie l'article 2. Le projet primitif de M. Ratier s'ajoutait à l'article 1 de la même loi, mais il l'allongeait à l'excès, ce qui fit préférer l'autre disposition.

(1) Sénat : Documents 1907, n° 310, p. 44.

(2) Journal Officiel, 1911, p. 1293.

(3) id., p. 1497,

(4) Cf. Chambre des députés documents, 1911, n° 1495.

Loi du 30 décembre 1911.

ARTICLE 1. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

ARTICLE 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ARTICLE 9. — Le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et compagnie ». Il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ARTICLE 10. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ARTICLE 2. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 est complété par la disposition suivante :

Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ».

La loi du 30 décembre 1911 suit donc de près la loi Anglaise dont elle adopte l'esprit, et aussi, le formalisme. On le lui reprocha ; certains auteurs auraient préféré que l'on imitât les lois Autrichienne et Allemande, qui admettent des chèques payables, non par l'intermédiaire obligé d'un banquier, mais seulement en compte, par virement ou compensation, sans que le porteur puisse réclamer du tiré un versement en espèces. La forme Allemande fut défendue par M. Maurice Bellom dans un article paru dans le « Génie civil » (1) et publié ensuite en brochure sous le titre « Le chèque moderne ». Il proposa même dans une pétition (2), présentée le 4 novembre 1909, au Sénat, par M. Ribot, à la Chambre, par M. Lebrun, un texte réglant cette forme de chèque « à porter en compte, non payable en numéraire ». M. Thaller (3) admettait aussi la supériorité de cette forme de chèque ; il estimait que, « faire de la profession de banquier chez le présentateur la condition stricte et absolue de notre nature de chèque, c'est pousser l'exigence plus loin qu'il ne convient. Le chèque payable en compte est garanti contre la chance de vol, tout comme le chèque barré. Il a également le mérite du chèque barré pris comme instrument de virement et de compensation. Il sera un agent économiseur de monnaie, précisément parce qu'il n'est pas payable en espèces », mais M.

(1) M. Bellom : Le chèque moderne, génie civil, oct. 1909, Paris. Cf. aussi du même : « Le Chèque de compensation », rev. polit. et parlem., 1910, t. LXIII, Bulletin de la Société de législation comparée, 1910, p. 238.

(2) Cf. le texte de cette proposition dans la brochure de M. Bellom « Le chèque moderne ».

(3) Rapport au Comité de législation commerciale.

Thaller jugeait d'autre part, « difficile au point où les publicistes Français ont répandu la notion du chèque barré calqué sur la pratique Anglaise (ce qui ne veut pas dire : répandu son usage), d'effectuer un mouvement de recul ou de conversion afin de populariser à sa place le chèque payable en compte. » Au lendemain de l'apparition de la loi, un article du « Temps » (1) lui reprochait de n'avoir pas admis au lieu du chèque barré Anglais, le chèque non payable en argent, destiné seulement à des règlements par écritures. On peut penser cependant que ce chèque de compte et le chèque barré se valent ; si le premier est supérieur en théorie, il aboutit en fait à des solutions presque identiques. De ces deux formes, le législateur Français a préféré la seconde, le chèque barré ; il aurait pu entendre par là, comme on le faisait auparavant, le chèque portant en toutes lettres défense d'être payé à un autre qu'à un banquier ; il a été plus loin dans son imitation de la loi Anglaise, il en a pris même les formalités extérieures, il a attaché des effets juridiques à deux barres tracées en travers du chèque, ce qui n'est pas une manifestation expresse de volonté, mais un signe conventionnel dont on trouverait difficilement d'identique dans nos lois. M. Planiol écrit dans son traité de droit civil (2) : « Les relations compliquées qui naissent d'une civilisation avancée, multiplient les chances de fraudes et d'erreurs auxquelles sont exposées les parties dans les contrats dénués de formes. De là des précautions de

(1) Le *Temps*, numéro du 5 janvier 1912. — Cf. aussi le *Temps* du 9 janvier. Lettre de M. Maunoury, rapporteur de la loi devant la Chambre des députés, en réponse à ces critiques.

(2) Planiol : Traité élémentaire de droit civil, troisième édition, 1904, Tome I, n° 286, page 110.

plus en plus nombreuses, la création d'officiers spéciaux destinés à dresser, à constater ou à conserver les actes. L'excès de culture produit ainsi des effets analogues à ceux de la simplicité et de l'ignorance... Ce n'est plus du symbolisme, c'est de la défiance. » Les règles du chèque barré ne sont-elles pas dans un domaine différent, une illustration de cette renaissance du formalisme que constatait M. Planiol dans la formation des contrats. Le tiré, le débiteur du chèque, ne peut plus s'acquitter de son obligation entre les mains du porteur, son créancier, ainsi que le voudrait la simple logique. Il faut l'intervention d'un individu de profession déterminée, et cette intervention est rendue nécessaire par la simple apposition sur le chèque d'un nom, ou même de deux barres transversales.

Il nous faut étudier maintenant les dispositions de la loi du 30 décembre 1911. Deux barres tracées en travers du chèque sans indication ou avec les mots « et compagnie » constituent un barrement général ; avec le nom d'un banquier, elles constituent un barrement spécial. Le chèque barré généralement ou en blanc ne peut être touché que par l'intermédiaire du banquier désigné. D'après la loi Anglaise, le nom d'un banquier en travers du chèque est à lui seul un barrement au nom de ce banquier. A s'en tenir au texte de la loi Française, il ne faudrait pas admettre la même solution : il ne prévoit de barrement au nom d'un banquier que si deux barres sont effectivement tracées sur le chèque. Le barrement peut être effectué soit par le tireur, soit par un porteur ; ils peuvent aussi transformer le barrement général en barrement spécial. Le banquier au nom de qui le chèque est barré peut le barrer une seconde fois au nom d'un autre banquier

qu'il barge de toucher le chèque à sa place.

L'art. 8 nouveau de la loi de 1865, ajouté en 1911, établit une différence importante entre le chèque barré et le chèque ordinaire. Celui-ci peut, d'après la législation française, être tiré sur un individu quelconque ; le chèque barré ne pourra au contraire être tiré que sur un banquier, ce qui, en Angleterre, est le droit commun. On a admis cette modification pour plusieurs raisons. Le chèque est, le plus ordinairement, tiré sur un banquier, et c'est alors qu'il remplit le mieux sa fonction ; on n'avait pas les mêmes raisons de favoriser le chèque tiré sur particulier qui n'est souvent qu'une lettre de change déguisée. Si, de plus, les chèques barrés avaient pu être tirés sur particuliers, ceux-ci auraient eu souvent des difficultés pour discerner si celui qui leur présentait le chèque était bien un banquier ou le délégué d'un banquier. Destiné enfin à se liquider sans numéraire, le chèque barré aurait pu ne pas réaliser cette fonction s'il avait eu pour débiteur un particulier : les chances de compensation auraient été dans ce cas beaucoup diminuées (1). Qu'advient-il du chèque barré sur particulier ? Si un porteur a barré un tel chèque, le barrement sera de nul effet et le chèque restera ce qu'il était avant, payable directement au porteur. L'article 8 nouveau de la loi de 1865 dit que « le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être tiré que sur un banquier ». Ceci semblerait dire que, tiré sur particulier, il est nul, mais le texte manque de clarté, et il semble préférable d'admettre la validité de ce chèque comme chèque ordinaire.

1) Contre l'adoption de cette disposition. Cf. Rapport de M. Alfred Seydoux, à la Chambre de Commerce de Cambrai, mai 1911.

Le chèque barré spécialement ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné, le chèque barré généralement, par un banquier. On avait proposé d'admettre, dans ce cas, la validité du paiement fait à un officier ministériel. Les chèques barrés émis antérieurement au vote de la loi portaient qu'ils étaient payables par l'intermédiaire d'un officier ministériel, et l'on voit encore des chèques imprimés avant la loi de 1911 et portant cette formule. Beaucoup de personnes, même parmi les banquiers, continuent de croire que le chèque barré est payable à un officier ministériel. Pourquoi n'a-t-on pas admis cette règle ? On a donné de cette exclusion plusieurs raisons : permettre aux officiers ministériels de toucher le chèque barré, c'est lui enlever une partie de ses avantages. Pour que les chances de compensation soient portées à leur maximum, il faut que le tiré et le présentateur du chèque soient tous deux des banquiers. On ajoutait encore qu'admettre l'intervention des officiers ministériels dans l'encaissement des chèques barrés, c'était leur ouvrir une voie dangereuse, leur faire faire une opération d'escompte, et, alors qu'on cherchait à restreindre les encaissements faits par les notaires, prendre une mesure qui allait directement à l'encontre de cette tendance. Cette argumentation n'a pas convaincu tout le monde ; lors de la discussion de la loi de 1911 au Sénat (1), M. Fortier a réclamé le droit pour les officiers ministériels de présenter les chèques barrés à l'encaissement ; il invoquait l'intérêt des campagnes, où les banques sont rares et où les détenteurs de chèques barrés

(1) Séance du 30 novembre 1911, Journal Officiel 1911, page 1497.

ne pourraient les toucher qu'en les portant ou les envoyant au loin. Il ajoutait que cette mission n'était pas si étrangère aux attributions des officiers ministériels, puisque, lorsque les chèques restaient impayés, c'est aux huissiers qu'incombait la charge de dresser protêt. La solution adoptée par la loi a été critiquée. Il est certain qu'en restreignant les facilités d'encaissement du chèque barré, la loi en restreignait d'avance l'usage, et que s'il eut été payable à des officiers ministériels dont la profession est réglementée plus étroitement que celle des banquiers, il eut présenté les mêmes garanties contre le vol tout en pouvant être touché plus commodément. Il est regrettable, en particulier, que les agents de change ne puissent toucher eux-mêmes les chèques barrés qu'ils ont entre les mains.

La loi dit que le chèque barré ne peut être touché que par un banquier, mais, nulle part, elle ne spécifie ce qu'il faut entendre par banquier. Ce sera une question à apprécier en fait. On aurait pu établir que, pour être considéré comme banquier, il fallait payer patente de banquier ; le législateur n'a pas jugé utile de poser même cette condition. M. Ch. G. Picot signalait à l'assemblée générale de 1912 des membres de la chambre de compensation de Paris dont il est président, un essai infructueux pour établir une liste des banquiers : « c'était, dit-il, une tâche à peu près impossible, la liste des patentés elle-même étant incomplète et ne fournissant qu'une nomenclature très inexacte des maisons qui, dans le courant des affaires, sont considérées comme des maisons de banque » et M. Picot se déclarait partisan du système qui avait été proposé devant la commission du Sénat par le Ministre des Finances, à savoir de déclarer dans la loi que le chèque barré

n'aurait pu être touché que par un banquier membre d'une chambre de compensation ou titulaire d'un compte-courant à la Banque de France. Cette disposition aurait encore augmenté la sécurité du chèque barré et ses chances de liquidation par virement ou compensation. Elle n'a pas été admise ; aussi l'imprécision de la loi, la facilité avec laquelle il est permis de se parer du titre de banquier, peuvent influencer de façon fâcheuse sur la sécurité du chèque barré. En s'assurant la complicité d'un de ces nombreux chevaliers d'industrie qui opèrent sous le nom de banquiers, un voleur pourrait tirer parti d'un chèque, bien qu'il soit barré. Le volé n'aurait pas dans ce cas de recours contre le tiré qui aurait payé en se conformant à la loi, mais seulement contre le voleur et son complice, tous deux probablement disparus et insolvables. Les abus et les escroqueries commises par des financiers louches ont poussé à requérir certaines garanties de ceux qui veulent exercer la profession de banquier. Lors de la discussion à la chambre de la loi de Finances pour 1913, M. Pourquery de Boisserin avait déposé et fait voter un article conditionnel ainsi conçu :

« Toute personne qui voudra ouvrir, tenir et déplacer une maison de banque, de change ou un établissement similaire, ou une succursale, sera tenue de faire, quinze jours au moins à l'avance, et par écrit, une déclaration indiquant ses noms, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile, accompagnée de son casier judiciaire.

« Cette déclaration sera faite, au Tribunal de commerce et au parquet du ressort, le tout sous peine de fermeture, et d'une amende de 16 à 1.000 francs.

« Toute personne condamnée à une peine d'emprisonnement...

sonnement, depuis moins de 5 ans, pour vol, escroquerie, abus de confiance, faux, usage de faux ou infraction à la présente loi, et tout failli non réhabilité ne pourront ouvrir une maison de banque, de change ou établissement similaire sous peine de 6 jours à un mois de prison net 16 à 1.000 francs d'amende. »

Ce texte ne se retrouve pas dans la loi du budget telle qu'elle a été finalement adoptée, et nous ignorons s'il a été repris sous une autre forme. Il aurait empêché certains hommes tarés de se prévaloir du titre de banquier, mais ces précautions auraient-elles été très efficaces ? L'escroc déjà condamné n'aurait-il pas pu trouver un homme de paille remplissant les conditions légales ? On a proposé d'autres mesures plus sérieuses, mais qui auraient de très graves inconvénients, n'admettre par exemple l'exercice de la profession de banquier que sur autorisation du tribunal de commerce du domicile. La loi du 30 décembre 1911 serait une raison de plus pour exiger quelques garanties de ceux qui veulent user du titre de banquier. La loi attache en effet à cette profession des prérogatives spéciales : le chèque ne peut être barré qu'au nom d'un banquier ; s'il est barré d'une façon générale, il peut être touché par tous les banquiers, mais par eux seuls, le chèque barré ne peut être tiré que sur un banquier. Il y a là au fond un privilège, privilège d'un rapport financier peu important si l'on veut, puisque jusqu'ici, l'occasion d'en user est encore rare, puisque les commissions retenues pour l'encaissement des chèques barrés sont peu élevées et même nulles (1), privilège éta-

(1) D'après l'art. 54 de la convention du 28 novembre 1911, la Banque de France « s'engage à exonérer de toute com-

bli aussi dans l'intérêt général, mais qui n'en existe pas moins et qu'on ne devrait pas laisser exercer par les premiers venus à qui il plaît de s'intituler banquiers.

Aux termes de la loi, le chèque barré doit être présenté au paiement par le banquier désigné, ou par un banquier. Ces expressions ne doivent pas être interprétées strictement, et la loi est certainement observée lorsque la présentation est faite par un employé du banquier. Cette solution est la seule raisonnable ; elle présente certains dangers lorsque le tiré paie le chèque en numéraire et non par une mise en compte ou une compensation, ce qu'il a donc intérêt à éviter. Le tiré devra alors vérifier soigneusement si celui qui réclame le paiement du chèque est bien un employé de la banque pour qui il dit se présenter ; il ne paiera pas sans doute à un inconnu, mais il pourrait s'acquitter entre les mains d'un ancien employé qui aurait cessé ses fonctions et dont il ignorerait la situation. Le tiré dans ce cas ne se trouverait pas libéré ; l'article 10 de la loi du 30 décembre 1911 dit en effet que « le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, à une personne autre que le banquier désigné si le barrement est spécial, n'est pas libéré ». Telle est la sanction de l'interdiction de payer directement au tiré constituée par le barrement. Si le tiré ne l'a pas observée, le porteur légitime du chèque reste créancier du tiré. Celui-ci n'a pas le droit de porter au débit du tireur le montant de la somme qu'il a versée entre les mains d'un porteur illégitime ; lorsque le tiré paie le chèque barré directement aux mains

mission l'encaissement pour compte de ses comptes-courants de chèques barrés sur les banques adhérentes à la Chambre de compensation ou leurs correspondants. »

du véritable propriétaire, il a fait un paiement valable, mais il l'a fait à ses risques et périls. Dans le cas donc où le tiré serait sûr du droit de celui qui lui présente un chèque barré, ou bien aurait la faculté de se retourner contre lui s'il avait payé à tort, il pourrait être plus simple de faire un paiement direct au porteur. Par exemple, un client de la banque A a un chèque barré généralement et tiré sur cette même banque A. Il serait bien compliqué pour le porteur du chèque de le transmettre à une banque E pour qu'elle en obtienne le paiement, et de faire porter l'argent reçu, à son crédit chez A. Plus simplement, la banque A à qui le chèque sera présenté directement, le mettra au crédit de son client ; si le paiement a eu lieu à tort, elle aura le moyen de se faire indemniser. On peut dire d'ailleurs que cette pratique n'est pas contraire au texte de la loi ; l'article 8 de la loi du 30 décembre 1911 dit que le chèque barré généralement ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il n'est pas nécessaire que celui-ci soit distinct du tiré, mais dans le cas où il ne le serait pas, sa responsabilité existera sous un double aspect, comme tiré et comme banquier encaisseur. Dans la circulaire du directeur de la banque de France, de septembre 1911, il était recommandé de payer les chèques barrés aux titulaires de comptes-courants. Cette pratique a subsisté.

La loi de 1911 a prévu des sanctions pour le cas où le tiré n'obéirait pas aux indications du barrement, elle ne dit rien de la responsabilité du banquier encaisseur. S'il a présenté le chèque pour le compte d'un voleur et lui en a versé le montant, ce vol sera-t-il supporté par lui ? La loi anglaise règle expressément la question en décidant que le banquier qui a encaissé un chèque

barré pour le compte d'un client, de bonne foi et sans négligence, ne peut être inquiété. Il semble que des solutions à peu près identiques résulteront de l'article 1382 du code civil qui devra être appliqué en l'absence d'un texte spécial. Le banquier encaisseur ne pourra être poursuivi que s'il y a eu faute de sa part ; le fait qu'il a agi pour le compte d'un client contribuera à écarter cette idée de faute qui sera admise seulement s'il avait des raisons de se méfier de ce client et de son droit à toucher le chèque. Si un banquier a encaissé un chèque barré pour le compte d'un étranger, l'article 1382 sera d'une application plus fréquente. La responsabilité du tiré sera moins sévèrement appréciée que celle du banquier encaisseur, pour la raison que le premier est tenu de payer le chèque à vue sans avoir le loisir de se renseigner, tandis que le second jouit à cet égard de facilités plus grandes. Il est fâcheux cependant que la loi n'ait pas réglé, en termes exprès, la responsabilité du banquier encaisseur de chèques barrés, et déterminé exactement les risques résultant du rôle nouveau qu'elle lui confiait.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial. Le banquier désigné pour toucher le chèque, peut le barrer une seconde fois au nom d'un autre banquier qu'il charge de l'encaisser à sa place. Ce sont les seules modifications que la loi permette d'apporter au barrement. Elle interdit au porteur d'effacer les barres et le nom du banquier désigné, mais elle ne prévoit pas de sanctions pour ces infractions. Il faudra appliquer dans ce cas le droit commun ; le faussaire sera responsable du dommage causé au bénéficiaire du chèque en vertu de l'article 1382 du code

civil ; son acte pourra aussi, suivant les circonstances, constituer un délit.

* Parmi les dispositions de la loi du 30 décembre 1911, signalons encore celle qui est rapportée dans son article 2 : « Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1878, est complété par la disposition suivante :

« Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ». Ce texte a pour objet de faciliter les opérations des chambres de compensation, en rendant inutile un acquit en toutes lettres. Si des chèques sont présentés en grand nombre, ce peut être une gêne sérieuse pour celui qui les touche, de les acquitter tous. Il suffira désormais d'y apposer un cachet daté .

Le chèque barré ne peut être touché que par un banquier ou tel banquier déterminé. On peut se demander quel est au juste le rôle de ce personnage nouveau à côté du tireur, du tiré et du bénéficiaire qui sont déjà parties intervenantes dans le chèque. Le tireur donne l'ordre au tiré de payer une certaine somme au bénéficiaire du chèque. Si le chèque est barré, le paiement ne pourra être fait qu'entre les mains d'un banquier ; celui-ci semble en dehors du contrat. Quels sont, en effet, ses rapports avec le tireur ? Si c'est celui-ci qui a barré le chèque, il a fixé au tiré, son débiteur, les conditions dans lesquelles il devait payer le chèque, et parmi ces conditions figure la nécessité de l'acquitter entre les mains de tel banquier ou d'un banquier. Il peut se faire, au contraire, que le

tireur et le banquier chargé de toucher le chèque soient tout à fait étrangers l'un à l'autre : le chèque peut, en effet, être barré postérieurement à son émission par un porteur quelconque. Entre le bénéficiaire du chèque et le banquier encaisseur, s'établissent des relations de mandant à mandataire ; le banquier agit comme un mandataire aux offices de qui le porteur du chèque est obligé de recourir. Sa responsabilité est celle d'un mandataire, il est responsable de ses fautes, il a droit à un salaire. Quant au tiré, il devrait pouvoir payer le chèque librement au bénéficiaire ou à l'un quelconque de ses mandataires ; il n'en est rien, il ne peut acquitter le chèque qu'entre les mains d'un banquier ou de tel banquier ; d'où est née cette obligation ? Lorsque le chèque a été barré par le tireur, elle se comprend facilement. Celui qui a émis un chèque a pu imposer au tiré l'obligation de ne le payer que de telle ou telle façon ; mais lorsque cette obligation est postérieure à l'émission, comment a-t-elle pu se former ? Comment le bénéficiaire du chèque envers qui le tiré est tenu simplement de verser une somme déterminée a-t-il pu lui imposer l'obligation de ne se libérer qu'entre les mains d'un banquier, aggraver par là sa responsabilité ? On a dit que le tireur avait donné un ordre très général au tiré de ne payer le chèque que de la façon voulue par le bénéficiaire (1) ; certes, lorsque le tireur a barré le chèque d'une façon générale, on peut admettre que le tiré a reçu mandat de ne le payer qu'à tel banquier que désignerait le bénéficiaire, mais lorsque le tireur a laissé le chèque ouvert, la même idée doit être difficilement admise, ou du moins, elle est

(1) Cf. Danis : Le chèque barré, page 30.

tellement vague qu'elle ne saurait servir de fondement à la nouvelle obligation du tiré. On a essayé de l'expliquer autrement ; on a dit que le banquier encaisseur devait être considéré comme un dernier endossataire, le seul apte, par conséquent, à toucher le chèque. Le barrement vaudrait comme un endossement irrégulier et d'après l'article 138 du code de commerce applicable au chèque, constituerait une procuration au profit du banquier, mandataire chargé d'encaisser le chèque pour le compte d'un tiers et obligé, comme tel, de rendre compte. Cette explication se heurte à des objections que nous avons déjà signalées. Le barrement contient-il les éléments suffisants pour pouvoir être considéré comme un endossement ? Il faudrait, en outre, supposer pour que le banquier du barrement ait la faculté de toucher seul le chèque en qualité d'endossataire, qu'il soit le dernier en date, or, c'est souvent contraire à la réalité, le chèque n'est pas barré par le dernier porteur, mais par le tireur ou un porteur antérieur. Il est impossible d'expliquer le barrement comme une modalité de l'endossement.

M. Thaller (1) signale l'analogie qui existe entre le banquier chargé de toucher le chèque et l'« *adjectus solutionis gratia* » du droit Romain. Tous deux sont étrangers à l'obligation, ils ne sont pas des créanciers, mais simplement des tiers désignés pour recevoir l'exécution de l'obligation. Il y a toutefois entre eux une différence considérable. Le débiteur du droit Romain avait seulement la faculté de s'acquitter de son obligation par l'intermédiaire de l'« *adjectus solutionis gratia* », ou s'il y était obligé, c'était en vertu de sa

(1) A propos du chèque barré et la clause non négociable, ann. de droit commercial, fév. 1910, p. 28.

volonté parce que cela avait été convenu lors du contrat. M. Thaller (1) compare encore la situation du banquier encaisseur à celle du domiciliaire dans la lettre de change ; celui-ci est la personne chez qui la lettre de change devra être présentée au paiement, bien qu'elle n'en soit pas personnellement débitrice. Tous deux jouent un rôle analogue, mais en sens inverse, l'un devant payer, l'autre encaisser, sans être ni débiteur, ni créancier ; tous deux sont étrangers à l'obligation, ils n'y jouent qu'un rôle passif, destiné à en assurer plus sûrement et plus commodément l'exécution. Si le tiré se trouve empêché de payer directement le chèque barré au porteur, cette défense ne peut dans certains cas s'expliquer par l'application des principes généraux. L'effet en particulier du barrement établi par un porteur du chèque ne peut se fonder sur eux. Avant que la loi du 30 décembre 1911 ait été votée, les tentatives faites pour acclimater en France le chèque barré n'avaient porté que sur le chèque barré par le tireur, encore la légalité de celui-ci était-elle « pour le moins contestable ».

Avant d'en finir avec l'examen de la loi du 30 décembre 1911, un point doit encore retenir notre attention. Pourquoi le législateur qui s'est inspiré de la loi anglaise, n'a-t-il pas admis comme elle la mention « non-négociable » ? (2) On lui reprochait d'être une cause d'équivoque ; on ajoutait qu'elle ne présentait guère d'utilité et n'augmentait pas beaucoup la sécurité du porteur du chèque. M. Thaller (3) pour le

(1) Ann. de droit commercial, loc. citat.

(2) Le projet Ratier, déposé en 1907, adoptait cette mesure.

(3) Loc. cit.

démontrer analyse les hypothèses qui peuvent se présenter :

1° D'abord, le chèque volé a été transmis à un tiers, mais n'a pas encore été encaissé. Le volé fera opposition au paiement, et le tiers acquéreur fût-il de bonne foi ne peut exiger le montant du chèque. Le volé est en l'hypothèse protégé, la clause non-négociable n'augmenterait en rien sa sécurité. Si le tiers avait acquis le chèque volé, à la bourse ou chez un marchand vendant des choses semblables, il pourrait exiger du volé le prix qu'il aurait payé pour le chèque, mais le cas sera si rare qu'on peut le ségliger.

2° Supposons maintenant que, lorsque le volé fait opposition au paiement du chèque, celui-ci a déjà été touché ; il ne peut plus le revendiquer, mais il exercera, s'il y a lieu, des actions en responsabilité :

a) D'abord contre le tiré, si celui-ci n'a pas payé en conformité avec le barrement. Dans le cas contraire, le tiré serait libéré, et l'apposition sur le chèque de la clause non-négociable n'empêcherait pas alors le volé de perdre son recours contre le tiré.

b) Le volé cherche à se faire indemniser par le banquier présentateur. Si celui-ci n'a pas encore versé les fonds au porteur du chèque, il attendra avant de s'en dessaisir qu'il soit statué sur l'opposition. Le banquier encaisseur a au contraire versé le montant du chèque ; s'il n'y a pas faute de sa part, il est libéré, il pourra indiquer le nom du client pour qui il a agi. Dans les deux cas, la mention non négociable ne modifierait en rien la situation.

c) Le volé poursuit maintenant le dernier porteur : s'il est le voleur, s'il est de mauvaise foi, s'il a acquis le chèque à titre gratuit, un recours sera possible contre

lui, que le chèque soit ou non « non-négociable ». S'il est, au contraire, un acquéreur de bonne foi contre valeur, il ne peut être inquiété ; la clause non négociable aurait pour effet dans cette hypothèse et dans cette seule hypothèse de modifier la situation, d'augmenter la sécurité du porteur légitime du chèque en lui ouvrant un recours contre l'acquéreur même de bonne foi et à titre onéreux, qui a touché le chèque et cessé ainsi de le posséder, de faire retomber sur lui la perte résultant du vol. La clause non négociable aurait donc eu pour seul effet de donner à la victime du vol droit d'agir contre ceux à qui le chèque a été transmis par les voleurs et qui en ont encaissé de bonne foi le montant. Elle aurait été par contre un obstacle à la circulation des chèques et un motif de défiance contre ceux qui en auraient été revêtus. On a jugé que son utilité n'était pas suffisante pour admettre dans nos lois une disposition sur ce sujet, qui aurait donné lieu sans doute, à des équivoques et des difficultés.

Nous avons étudié l'origine et les dispositions de la loi Française sur le chèque barré, il nous reste à parler de ses résultats. Jusqu'ici, ils sont assez restreints. Dans un rapport présenté à la Chambre de Commerce de Paris, le 28 novembre 1910, M. David-Mennet disait que « l'adoption d'une loi sur les chèques barrés aurait un immense retentissement ». Cette loi est venue, elle est passée non pas précisément inaperçue, mais elle n'a pas eu les effets grandioses qu'on s'attendait à lui voir produire aussitôt. Autre chose est de faire entrer un usage dans les habitudes d'un pays, et autre chose d'en reconnaître la légalité. L'usage très répandu du chèque barré amènerait avec lui des conséquences importantes, mais sa reconnaissance légale

n'est encore qu'un premier pas dans cette voie, et le plus facile. Les Anglais ont suivi en cette matière une marche inverse : le chèque barré s'est introduit dans leurs habitudes commerciales, ils l'ont ensuite réglé dans leurs lois. En France, au contraire, la loi est venue créer un instrument qui n'était pas — ou très peu — employé. Ce procédé n'est peut-être pas le meilleur, il a quelque chose d'artificiel. Le législateur a bien fait cependant de l'employer et de ne pas attendre toujours que les particuliers, par leur seule initiative aient amené sur ce point un changement d'habitude. Ils demandaient précisément un texte qui les rassurât et réglât exactement les conséquences du barrement. Ce texte existe actuellement, qui peut être critiqué dans ses détails, mais dont l'ensemble doit leur donner satisfaction. A eux de profiter de cette loi nouvelle et d'user de cet instrument dont elle rend certains la légalité et les effets ; mais est-il possible que le chèque barré se généralise chez nous, sinon comme en Angleterre, du moins d'une façon courante ? Il est évident d'abord, qu'il ne peut du jour au lendemain entrer dans les habitudes et qu'il est encore impossible à présent de juger des effets d'une loi qui date seulement de quelques mois. Il est certain aussi que le chèque barré présente de grands inconvénients pour qui n'a pas de compte en banque : son encaissement est alors plus compliqué, plus long, et il n'est pas gratuit, aussi les protestations n'ont-elles pas manqué dans le public contre cet instrument nouveau dont il voyait les inconvénients sans en apprécier les avantages. Pour ne citer qu'un fait, la Compagnie des mines d'Anzin qui avait pris l'initiative d'envoyer à ses actionnaires leurs dividendes sous la forme de chèques barrés a sou-

levé contre elle un tolle général et a dû renoncer à cette pratique. Il faut donc, pour que l'usage du chèque puisse se développer, que les comptes-courants en banque soient plus nombreux ; on n'hésitera plus alors à accepter en paiement des chèques barrés. Il faut qu'ils soient aussi plus actifs, que ceux qui en sont titulaires demasdent à être payés en chèques barrés, qu'ils songent aussi à s'acquitter de leurs dettes sous cette forme. Or, c'est jusqu'à présent trop rare ; les banques tiennent à la disposition de leurs clients des carnets de chèques barrés, mais on leur en demande bien rarement. Le chèque barré est un peu employé, mais surtout entre banquiers ou gros négociants, pour des sommes importantes ; les particuliers et les petits commerçants en usent encore très peu.

Il faut noter, d'ailleurs, que si le chèque barré est peu employé en France, il existe, comme nous l'avons déjà dit, un instrument qui remplit à peu près les mêmes fonctions, nous voulons parler des ordres de virement, soit sur des banques privées et en particulier les grands établissements de crédit, soit surtout sur la Banque de France et connus alors sous le nom de mandats rouges. Ces mandats (1) dont l'usage remonte à 1824, servent à régler d'une façon très simple des liquidations considérables. En 1910, la Banque de France a fait ainsi pour 245 milliards de virements entre les comptes de ses clients. Par la convention du 11 novembre 1911, conclue avec le Gouvernement, elle « s'engageait à exonérer de toute commission, les virements échangés entre les comptes-courants résidant

(1) En voici la teneur : Paris le... La Banque de France est priée de porter au crédit de M..., la somme de..., dont elle débitera le compte de X..... (signature).

sur des places différentes » et sur lesquels elle percevait auparavant une taxe. Les virements réalisés par mandats sur la Banque de France ont atteint, en 1912, 320 milliards. La Banque de France joue ainsi, d'une certaine façon, le rôle d'une chambre de compensation. Ses clients, et toutes les banques le sont, peuvent régler gratuitement les dettes qu'ils ont entre eux par un simple transfert de compte à compte, et ils usent largement de cette faculté. Le chèque barré est rendu par le fait même moins nécessaire, et nos modes de paiement sont moins inférieurs à ceux de l'Angleterre que ne pourraient le faire croire les chiffres comparés des clearing-houses de Paris et de Londres.

Les mandats de virement sur la Banque de France rendent d'importants services, mais ils ne peuvent être tirés que par et au profit de personnes ayant un compte à cette banque.

Jusqu'en 1902, il était admis par la jurisprudence, et la doctrine d'approuvait (1), que les mandats de virement pouvaient circuler et se transmettre de main en main, mais qu'ils devaient finalement être présentés à la Banque de France par leurs titulaires pour être virés à leur profit. Ces mandats pouvaient donc circuler comme des titres au porteur, tout en étant au point de vue du virement des titres à personne dénommée. Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 18 avril 1900, (2) décida que le virement, dit virement de compte à compte, ne pouvait être employé que par une personne ayant un compte à la Banque de France, au profit d'une autre qui elle aussi a un

(1) Lyon-Caen : Consultation relative à l'emploi des bons de virement, Paris 1900.

(2) D. P. 1903-2-1.

compte dans cet établissement, qu'en recevant les virements en question émis à son profit par X... le Crédit Lyonnais ne pouvait régulièrement créditer que le compte de X... et non celui du porteur. La Cour de Paris (1) jugea dans le même sens que le bénéficiaire d'un ordre de virement devait tenir compte du montant de ce mandat au souscripteur et non au porteur. Un mandat rouge ne peut donc plus circuler, il ne peut servir qu'à régler une dette du souscripteur envers le bénéficiaire et non celle du souscripteur envers un porteur intermédiaire ou de deux porteurs entre eux.

Le chèque barré présente sur le mandat rouge la supériorité de revêtir la forme à ordre, de pouvoir par conséquent circuler et servir à effectuer plusieurs paiements avant d'être présenté au tiré. Il n'est, de plus, pas nécessaire que celui qui le reçoit ait un compte dans une banque déterminée, ni même dans aucune banque. Il se pourrait à présent qu'on usât dans certains cas du chèque barré de préférence au mandat de virement. Celui-ci n'était, en effet, frappé d'aucun droit de timbre ; un texte nouveau, l'article 12 de la loi de finances de 1913, vient de mettre fin à cette immunité. Désormais la différence à ce point de vue est supprimée entre le chèque et le mandat de virement. Cette assimilation fiscale entre deux titres remplissant les mêmes fonctions et ayant la même force probante s'imposait. Désormais, « est soumis à un droit de timbre de dix centimes, tout écrit, désigné communément sous le nom d'ordre de virement en banque, par lequel un particulier ou une collectivité donne à un banquier l'ordre de porter une somme au crédit du compte d'un tiers et de le débiter de pareille somme. »

(1) D. P. 1903-2-1, avec une note de M. Lacour.

« Ce droit est porté à vingt centimes pour les ordres de virement qui doivent être exécutés sur une place autre que celle d'où ils ont été donnés. Il n'est pas soumis aux décimes. »

Suivent des dispositions indiquant la façon dont cette loi sera appliquée et des sanctions.

Les bons de virement remplissent un rôle analogue à celui du chèque barré ; ils sont employés entre des mêmes catégories de personnes : banquiers ou titulaires de comptes en banque ; ils sont, sous certains rapports, moins commodes, et le droit nouveau qui les frappe pourra avoir pour effet de leur substituer parfois le chèque barré. L'usage de celui-ci pourrait ainsi se répandre, mais ce progrès n'en serait pas un, s'il avait pour contre-partie la diminution ou un arrêt dans l'extension des ordres de virement.

Il est à souhaiter que le chèque barré soit de plus en plus employé, telle est la conclusion que nous tirons de cette étude, et nous ajouterons que ce changement ne peut se faire que lentement avec le double concours des particuliers et des banquiers. Ceux-ci, du moins en général, semblent n'avoir pas une confiance exagérée dans l'avenir du chèque barré. Ils comptent plutôt, pour arriver à la simplification des paiements, sur d'autres moyens : la domiciliation des lettres de change en banque, par exemple, qui rencontre dans le public une faveur plus marquée que le chèque barré et qui aboutit comme lui à des paiements par compensation, sans numéraire. D'autres (ce ne sont pas en général des banquiers) attendent beaucoup du chèque postal qui est admis notamment en Suisse et en Autriche (1).

(1) Sur les chèques postaux : Cf. Haristoy : *Virements en banque et chambres de compensation*, Paris 1904. —

La poste reçoit des dépôts et les titulaires de comptes peuvent tirer des chèques et faire porter à leur compte ceux qui leur sont remis. Plusieurs propositions ont été déposées dans ce sens en France, la dernière par MM. Millerand et Cochery, en 1909 (1). Une telle organisation fonctionnant bien pourrait rendre de grands services. Elle soulève contre elle les adversaires de l'intervention de l'Etat, qui ne veulent pas le voir joindre à ses attributions celle de banquier, et l'on fait remarquer qu'il serait dangereux de charger l'administration des postes, qui a déjà peine à suffire à sa tâche, dont le personnel est déjà fort chargé, d'une attribution nouvelle, compliquée, qui nécessiterait sans doute une grande quantité d'écritures et des frais considérables.

Le chèque barré garderait, en tout cas, son utilité : la domiciliation des lettres de change n'évite les transports d'argent que dans un cas où le chèque serait difficilement utilisable ; le paiement par chèques des lettres de change, présentées à domicile par les garçons de recette, présente, en effet, de graves difficultés. Le chèque postal semble devoir être utilisé surtout pour les petits paiements. Il n'existe pas d'ailleurs en France.

Gariel : Les chèques et virements postaux en Suisse, *Revue économique internationale*, 1907, octobre. — Jalade : Chèques et virements postaux, Poitiers, 1909. — Bruneau : Les chèques et virements postaux, *La Grande revue* 1909. — E. Théry : Des chèques postaux, Paris, 1909. — Th. Ferneuil : Les chèques postaux, *Revue politique et parlementaire*, janvier-mars 1910. — Surny : Le chèque postal, *Bulletin de l'Association des licenciés de l'Université de Liège*, octobre 1912. — Sayous : Comptes-courants et chèques postaux, *l'Information*, 15 octobre 1912. — Sayous : *Bullet. Féd. industr. et commerc. français*, janvier 1910.

(1) Le 19 octobre, *Journal Officiel*, n° 2773, 9^e législature, session de 1909.

Son introduction rencontre des objections et des résistances, elle ne se fera peut-être pas d'ici longtemps. Le chèque barré, instrument de compensation, protégé d'autre part contre le vol, est un instrument très utile dont l'usage a pour effet de simplifier les paiements et les rendre plus sûrs. L'Angleterre l'emploie avec grand succès ; on a voulu l'introduire à son exemple en France ; plusieurs tentatives dans ce sens n'ont eu qu'un succès médiocre. On a attribué en partie cet échec à ce que la loi ne permettait pas ou du moins ne réglait pas cette forme nouvelle du chèque. La loi du 30 décembre 1911 l'a reconnue et sanctionnée. Il ne reste plus maintenant qu'à la faire entrer dans les habitudes du commerce. Ce changement ne peut se faire qu'à la longue, avec le concours du public, mieux éclairé sur les avantages de ce nouveau mode de paiement. Il sera gêné par la persistance des méthodes anciennes, la crainte des changements qui est le fait de tout le monde et en particulier des caissiers « hommes d'une haute moralité, mais attachés à leur méthode de travail, craignant aussi d'amoindrir leur importance en diminuant leur responsabilité » et de voir le travail de caisse des commerçants se faire dans les banques. Il est à souhaiter que le chèque barré vienne à bout de ces obstacles et qu'il prenne peu à peu une place importante dans nos habitudes commerciales. On ne pourrait que se féliciter de ce résultat. Il se fera sans doute attendre, il ne faut pourtant pas désespérer de le voir se réaliser un jour.

CHAPITRE V

Le Chèque barré dans les pays étrangers autres què l'Angleterre



CHAPITRE V

Le chèque barré dans les pays étrangers autres que l'Angleterre

Nous avons vu comment le chèque barré est né en Angleterre et le succès qu'il y a rencontré. La France l'a adopté aussi dans sa législation ; d'autres nations ont agi de même, et le chèque barré se trouve actuellement avoir dépassé de beaucoup les limites de son pays d'origine ; il s'est répandu non seulement en Europe, mais encore en Amérique et en Asie. La Conférence de La Haye (1), tenue en 1912 pour l'unification du droit du chèque a proposé de le réglementer à titre facultatif, dans le texte uniforme et de consacrer ainsi sa fortune législative.

La première parmi les nations du continent, l'Espagne a admis le barrement du chèque ; l'article 541 de son code de commerce qui date de 1885 en règle les modalités et les effets (2) ; il s'inspire du « Bills of exchange act » anglais de 1882.

(1) Compte-rendu de la conférence de La Haye, La Haye, 1913. — Cf. aussi Ann. de droit commercial, 1913.

(2) « Le tireur, y est-il dit, ou tout porteur légitime d'un mandat de paiement aura le droit d'indiquer sur ce mandat qu'il sera payé à un banquier ou à une société déterminée, ce qui s'exprimera en écrivant en croix sur le recto le nom dudit banquier ou de la société, ou seulement les mots « et compagnie ».

Le code de commerce argentin, promulgué en 1890, consacre quatorze articles au chèque barré. Il admet non seulement le chèque barré payable à un banquier, mais aussi le chèque pour comptabilité qui ne peut donner lieu à un paiement en argent. Voici ce texte qui se rapproche aussi beaucoup de la loi anglaise :

« Art. 819. — Sont barrés les chèques qui portent des lignes parallèles tracées transversalement à leur texte avec les indications écrites autorisées par ce titre.

» Art. 820. — Est barré, en général, le chèque portant des lignes parallèles transversales avec les mots « non négociable ».

» Art. 821. — Le banquier sur lequel est tiré un chèque barré en général peut seulement le payer à un autre banquier.

» Art. 822. — Est spécialement barré le chèque qui porte entre les lignes transversales le nom d'un banquier suivi ou non des mots « non négociable ». Le banquier sur lequel est tiré un chèque de ce genre ne peut le payer qu'au banquier indiqué ou à un autre banquier dûment autorisé pour effectuer l'encaissement.

» Art. 823. — Les chèques tirés pour effectuer des opérations de virements ou de comptes-courants dans une même banque seront barrés en général ; entre les lignes transversales, seront écrits les mots « pour comptabilité ». En ce cas, le banquier ne pourra payer en numéraire.

» Art. 824. — Les chèques peuvent être barrés en général et spécialement par les tireurs ou les porteurs.

» Art. 825. — Le porteur d'un chèque barré en général peut, à son tour, le barrer spécialement.

» Art. 826. — Le porteur d'un chèque déjà barré

spécialement peut ajouter la mention « non négociable ». Ces mots signifient alors que celui qui reçoit le chèque, n'a et ne peut transmettre plus de droits sur ce chèque que n'en avait le cédant.

» Art. 827. — Quand le chèque a été barré spécialement, le banquier dont le nom est indiqué peut le barrer à nouveau spécialement au nom d'un autre banquier, pour en mettre le montant en dépôt.

» Art. 828. — Le banquier auquel est remis un chèque non barré ou barré en général peut à son tour le barrer spécialement à son propre nom.

» Art. 829. — Si un chèque a été barré spécialement avec mention du nom de plusieurs banquiers, celui sur lequel le chèque a été tiré refusera le paiement, s'il n'est pas présenté par un banquier dûment autorisé par tous pour le toucher. Dans le cas où le chèque ne serait pas touché pour la raison indiquée dans la première partie de l'article, le porteur devra demander un nouveau chèque au tireur et user des droits qui lui correspondent.

» Art. 830. — Le banquier qui paie un chèque barré tiré sur sa caisse, ou paie à celui qui n'est pas banquier un chèque barré en général, ou paie un chèque barré spécialement à un autre banquier que celui désigné, ou qui n'est pas le banquier spécialement désigné pour l'encaissement, répondra vis-à-vis du tireur du montant du chèque et des dommages-intérêts.

» Art. 831. — Si au moment de la présentation, le chèque ne semble pas barré, ou si, l'étant, on ne remarque pas que les lignes ont été grattées ou ont subi une altération ou une addition de celles qui ne sont pas autorisées, et que le banquier paie de bonne foi sans être en faute, il ne sera pas responsable de la valeur du

chèque. La validité du paiement ne pourra non plus être discutée sous prétexte que le chèque était barré, ou qu'étant barré, le barrement a été gratté, augmenté ou altéré d'une manière non permise d'après les dispositions de ce titre, ou bien que le paiement a été fait à un non banquier ou à un banquier dont le nom n'était pas celui dont le nom était mentionné entre les barres ou à un banquier non autorisé pour toucher selon le cas.

» Art. 832. — Si un chèque barré passe entre les mains d'un tiers et si le banquier sur lequel il est tiré le paie de bonne foi et sans négligence à un autre banquier, si le barrement est général, ou au banquier dénommé ou au banquier autorisé pour toucher, si le barrement est spécial, le banquier qui paie n'est pas responsable, et le paiement est considéré comme fait au véritable propriétaire du chèque. Il en est de même à l'égard du tireur.

» Art. 833. — Le banquier qui, de bonne foi et sans négligence met au compte d'un client un chèque barré généralement ou spécialement à son nom quand ce client n'a aucun droit sur ce chèque ou si ce droit est vicié, n'encourt pas, pour avoir accepté le paiement, de responsabilité vis-à-vis du véritable propriétaire. »

On remarquera dans ce texte l'inspiration anglaise. Il y a toutefois une différence entre les deux législations. En droit anglais, quand le tiré n'a pas tenu compte du crossing, il peut être poursuivi par le véritable propriétaire du chèque ; en droit argentin, au contraire, c'est vis-à-vis du tireur qu'il est responsable du montant du montant du chèque et des dommages-intérêts. Ceci provient de ce que le droit argentin ne donne pas au bénéficiaire du chèque de droit direct contre le tiré.

Les pays Scandinaves ont aussi adopté le chèque barré. Il est réglé par l'article 7 de la loi commune sur le chèque (1), du 24 mars 1897, pour la Suède, du 23 avril pour le Danemark, du 28 août pour la Norvège :

« Art. 7. — Le paiement d'un chèque ne pourra être fait qu'à une banque ou à un banquier, si les mots « à banque, ou banquier », ou une expression équivalente se trouvent être insérées entre deux lignes tracées à travers le recto du chèque ; si le nom d'une banque ou d'un banquier a été inséré entre les lignes, le chèque ne peut être touché que par cette banque ou ce banquier. Une telle prescription ne peut valablement être modifiée ou révoquée ; toutefois, si le nom d'une banque ou d'un banquier n'est pas indiqué, il pourra être ajouté ultérieurement. »

Une particularité intéressante à signaler pour les Pays Scandinaves, c'est qu'il existe entre eux un clearing-house international où viennent se compenser les chèques tirés d'un pays sur l'autre.

Parmi les textes réglementant le chèque barré dans les différents pays, signalons l'article 12 de la loi Brésilienne, du 7 août 1912 :

« Art. 12. — Le chèque barré, c'est-à-dire traversé par deux lignes parallèles ne peut être payé qu'à une banque quelconque ou à une banque déterminée si le barrement contient le nom de cette banque. »

Le chèque barré est encore admis au Japon, dans les colonies Britanniques où les règles Anglaises sont admises à titre d'usages ou sous forme de loi. En Australie, par exemple, une loi a été votée en décembre

(1) Cf. Annuaire de législation étrangère, de 1898, page 686.

1909, qui est la reproduction presque intégrale de la loi Anglaise de 1882.

En Belgique, le chèque barré n'est pas encore reconnu par la loi, mais depuis le mois de juillet 1910, la Banque de Belgique en délivre des formules à ses clients. Une proposition sur la matière a été déjà déposée en 1908, par MM. Thibaut, de Sadeleer et autres. Le gouvernement a aussi de son côté élaboré un projet au début de 1912 (1). Il s'inspire des lois française et anglaise et offre seulement cette particularité de définir ce qu'il faut entendre par banquiers : « Seront considérés comme banquiers, dit-il, 1° les sociétés commerciales et les commerçants payant patente de banquiers qui reçoivent habituellement en dépôt les fonds de tiers et les tiennent à leur disposition, payables à vue ou à caisse ouverte ; 2° les établissements administrés par l'Etat ou placés sous son contrôle et qui, d'après leurs statuts ou règlements, ont dans leurs attributions des opérations de banque.

A en croire certains, l'usage du chèque barré en se généralisant mettrait fin à la pénurie d'or dont souffre la Belgique. Il aurait certes pour effet d'obvier aux inconvénients de cette situation, mais il est improbable qu'il fasse revenir à lui seul le métal disparu.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le chèque barré est inconnu aux Etats-Unis. « Autant que nous le sachions l'usage anglais n'est pas employé dans les Etats-Unis », écrit Daniel, dans son ouvrage bien connu (2), et le gouvernement Américain faisait cette réponse à l'enquête préparatoire aux travaux de la Conférence

(1) Déposé par le ministre de la Justice, le 6 février 1912.

(2) John W. Daniel : A treatise on the law negotiable instruments, 5^e édition New-York 1903, t. II, p. 605, n° 1585.

de La Haye sur le chèque : « En ce qui concerne le crossing des chèques, on comprend que l'usage n'en soit pas nécessaire avec le système américain, parce que le paiement des chèques ne se fait pas sans l'identification du porteur, même dans les chèques non barrés, et une banque est responsable pour les paiements faits indûment »).

Les Américains emploient certaines formes particulières de chèques : les chèques memorandum, les chèques certifiés, mais les chèques barrés leur sont inconnus, et ceci prouve que l'on peut avoir un système de circulation perfectionné sans recourir pour cela au chèque barré. Le clearing-house de New-York fait des opérations plus importantes que celui de Londres, et pourtant les chèques usités sont ouverts, payables directement aux porteurs, mais ceux-ci n'usent pas de cette faculté et préfèrent les mettre en compte chez leurs banquiers qui les compensent avec les tirés.

D'autres pays ont essayé d'atteindre les résultats du chèque barré, c'est-à-dire sécurité et liquidation par virement ou compensation, sans imiter pour cela la loi anglaise comme l'ont fait les pays que nous venons de passer en revue. L'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie ont successivement adopté le chèque de compensation ou « verrechnungsscheck » (1). Il fut d'abord employé

(1) Sur le chèque Allemand et Autrichien : Cf. Fritz Norden : « La loi Allemande sur le chèque », Bruxelles 1908. — Revue pratique des sciences commerciales, 1909, n° 6, p. 157-177. — Côte libre : « Le chèque barré en Allemagne », 1907, n° 253. — Bulletin de la Société de Législation comparée, juin 1910 : Rapport de M. Thaller sur la loi Autrichienne relative au chèque. — Bünge : « Des droits du porteur de chèque en droit allemand », thèse. — Richter M. : « Verrechnungsscheck oder crossing ? », Bank Archiv., 1^{er} nov. 1911

sans consécration légale ; le règlement de la Reichsbank en prévoit depuis plusieurs années l'usage. La loi autrichienne du 3 avril 1906 l'a sanctionné la première dans son article 22. Ce texte a été reproduit par la loi hongroise du 28 décembre 1908 et suivi de près par la loi allemande du 11 mars 1908. Voici le texte autrichien :

« Art. 22. — Le tireur et tout endosseur d'un chèque peut par l'addition « nur zur verrechnung », écrite ou imprimée au recto du chèque, défendre au tiré de payer en argent. Dans ce cas, le chèque ne peut être employé qu'à régler un compte avec le tiré, ou un client de celui-ci, ou avec un membre d'une chambre de compensation du lieu du paiement. Si le tiré n'est pas lui-même membre de la chambre de compensation, il peut, lors de la présentation du chèque, par une mention à faire sur le chèque, le rendre payable à un membre de cette chambre. L'émission en compte équivaut au paiement dans le sens de la présente loi. Le tiré est responsable de tout dommage résultant de la non-observation de la dite mention. Elle ne peut être supprimée. »

Voici, d'autre part, l'article 14 de la loi allemande du 11 mars 1908: « Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant, en inscrivant sur le recto la mention transversale « nur zur verrechnung ». Dans ce cas, le tiré ne peut liquider le chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi. La défense est irrévocable. La violation de cette défense rend le tiré responsable du dommage qui en résulte. »

Ces dispositions diffèrent notablement de celles des lois anglaise et française. Le tiré à qui on présente un

chèque barré peut en verser le montant, à condition que ce versement ait lieu entre les mains d'un banquier ou du banquier désigné. Le « verrechnungsscheck », au contraire ne peut pas donner lieu à un paiement au comptant, mais seulement à une liquidation par virement ou compensation. On concluait de là à la supériorité du chèque de compensation allemand, qui jamais ne sera payé en argent, tandis que rien dans le chèque barré ne s'oppose à ce résultat. M. Bellom, notamment dans sa brochure « le chèque moderne » insiste sur cette supériorité. On peut dire pourtant qu'en fait, ces chèques de forme différente seront le plus souvent liquidés de la même façon. Le porteur d'un « verrechnungsscheck », s'il a un compte chez le tiré demandera d'être réglé par un virement ; s'il n'en a pas, il recherchera un individu qui soit en relations d'affaires avec le tiré et se trouve par là en situation de liquider des chèques « en compte » avec celui-ci. Cette personne sera le plus souvent un banquier ; dans ses rapports avec le tiré, le chèque se liquidera par une compensation ou une mise en compte, mais rien n'empêche le bénéficiaire du chèque de demander à celui qui présente le chèque pour lui, d'en obtenir le montant en argent. Pour le chèque barré, le tiré a bien la faculté de le payer en argent, mais comme il se trouvera toujours être un banquier ayant affaire à un autre banquier, il y a lieu de croire qu'entre eux interviendra un règlement sans numéraire. Il n'est donc pas certain que le chèque « nur zur verrechnung » amène plus sûrement que le chèque barré une liquidation, en compte sans mouvement d'argent. Le chèque barré, là où il fonctionne normalement, et il ne peut fonctionner autrement sous peine d'être encombrant, inutile et de disparaître, tend à n'être

aussi qu'une pièce comptable qui vient se liquider dans un compte.

On peut reprocher d'autre part à la notion du « verrechnungsscheck » d'être un peu trouble. Ce chèque, dit la loi autrichienne (1) « ne peut être employé qu'à régler un compte avec le tiré ou un client de celui-ci ou avec un membre d'une chambre de compensation du lieu de paiement », mais ce compte peut être factice et provisoire. Le tiré peut mettre le chèque à l'actif d'un compte ouvert au porteur à cette occasion, clôturer aussitôt ce compte et verser ensuite le montant du chèque. Il semble qu'alors la loi soit observée ; elle demande que le chèque soit mis en compte, mais elle n'empêche pas les parties de liquider ce compte à leur gré. La mention « nur zur verrechnung » aboutirait dans ce cas à une formalité gênante et sans utilité. Elle donnerait lieu aussi, paraît-il à de très grandes difficultés en cas d'insolvabilité du tiré (2).

Cette forme du chèque de compte est usitée aussi dans la République Argentine (3), conjointement avec le chèque barré et au Paraguay : c'est le chèque « per contabiliad ».

La conférence de La Haye, qui s'est tenue du 15 juin au 23 juillet 1912 et où 35 états étaient représentés s'est occupée de terminer ses travaux sur la lettre de change et le billet à ordre ; elle a consacré aussi une partie de ses séances à l'étude d'un texte uniforme sur le chèque ; elle a été naturellement amenée à la ques-

(1) Art. 22.

(2) Sur les inconvénients du chèque de forme allemande, cf. Richter, Bank archiv., 1er nov. 1911.

(3) Cf. art 223 du Code commerce argentin.

tion du chèque barré et du chèque de compensation (1).

Un questionnaire avait été envoyé à tous les états adhérents à la Conférence, où se trouvaient les questions suivantes, qui se rapportent plus spécialement au sujet que nous étudions :

« La loi doit-elle autoriser le barrement (crossing) d'un chèque ? »

« En distinguant entre le barrement général et le barrement spécial et en réglant la forme et les effets de ces deux manières de barrement ? »

« Dans le premier cas, le chèque ne sera-t-il payable qu'à un banquier désigné, dans le second, qu'à un banquier quelconque ? »

« Si la loi admet et règle le barrement, doit-elle accorder cette faculté seulement au tireur, ou bien également à un endosseur ou au porteur, soit que le tireur n'ait pas barré le chèque, soit que le tireur ait apposé un barrement général et que l'endosseur ou le porteur désire le barrer spécialement ? »

« La clause « nur zur verrechnung » de l'article 14 de la loi allemande du 11 mars 1908, doit-elle être reconnue et réglée par la loi et avec quel effet ? »

« La loi doit-elle assimiler la présentation du chèque au tiré, la remise du chèque à une chambre de compensation dans laquelle le tiré est représenté ? »

Les Etats envoyaient des réponses où se traduisait en général le désir de voir adopter la forme du chèque qui était admise chez eux. Cinq commissions formées des représentants des différentes nations furent chargées de rédiger des réponses aux questions posées, afin

(1) Sur la conférence de La Haye, de 1912, cf. le compte-rendu in-extenso, en 5 volumes, publié en 1913, à La Haye, Imprimerie nationale.

d'éclairer le Comité central qui devait élaborer un texte. La première commission, où figuraient notamment la France, la Suisse, la République Argentine, la Norvège, se prononça pour l'admission du chèque barré et contre le chèque de compensation. La deuxième commission formée des représentants de l'Allemagne, de la Russie, du Brésil, de l'Italie, de la Chine, etc., réclama au contraire la réglementation des deux formes avec la faculté pour les États d'exclure l'un des deux ou les deux. La troisième (Angleterre, Pays-Bas, Japon, etc.) demanda d'admettre le crossing anglais, de permettre aux législations nationales d'adopter le chèque de forme allemande, mais de ne pas le réglementer dans le texte commun. La quatrième (Autriche, Portugal, etc.) demanda d'admettre les deux formes. La cinquième (Etats-Unis, Belgique, Espagne) exprima la même opinion, mais en manifestant ses préférences pour la forme anglaise et demandant de l'adopter s'il fallait se prononcer entre elle et la forme allemande.

A la suite de ce premier travail, le comité central rédigea un texte qualifié de résolutions, et destiné à servir de base à l'avant-projet de la loi commune sur le chèque. Nous en détachons quelques articles.

Art. 14. — La présentation à une chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement.

Art. 19. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être payé qu'à un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou la mention « banquier », ou un terme équivalent ou seulement « et Cie ». Il est

spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général.

Le chèque à barrement spécial ne peut être payé qu'au banquier désigné, toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier. Il est interdit d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, est responsable s'il y a lieu du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Est réservée pour les états contractants la faculté d'exclure le système des chèques barrés.

Art. 20. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peut défendre qu'on paie le chèque en espèces en insérant au recto la mention transversale « à porter en compte » « nur zur verrechnung » ou une expression équivalente.

Dans ce cas le chèque ne peut donner lieu qu'à un paiement en écritures (crédit en compte, virement ou compensation). Le règlement par écritures vaut paiement. La mention « à porter en compte » ne peut être révoquée.

La violation de cette mention rend le tiré responsable du préjudice causé, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Est réservée aux états contractants pour les chèques payables sur leurs territoires, la faculté de régler les

effets de cette clause dans le cas d'insolvabilité du tiré, ainsi que d'exclure le système des chèques avec mention « à porter en compte ».

Ce texte de la Conférence de La Haye règle donc à la fois le chèque barré et le chèque de compensation. Il n'a pas paru à ses rédacteurs que l'une de ces deux formes offrît une supériorité assez marquée pour faire exclure l'autre, étant donné surtout, qu'elles étaient employées toutes deux dans plusieurs pays. Pour le chèque barré, on s'est inspiré de la loi française du 30 décembre 1911, et par conséquent aussi de l'act Anglais de 1882. Nous n'insisterons pas sur les ressemblances qui existent entre ces deux lois et le texte nouveau ; nous signalons seulement deux différences qui le séparent de la loi française. Celle-ci indique que le chèque barré ne peut être tiré que sur un banquier ; cette mention était inutile dans le texte de la conférence de La Haye qui n'admet en principe que des chèques tirés sur un banquier. En second lieu, d'après la loi française, le tiré qui paie directement un chèque barré au porteur n'est pas libéré ; d'après le texte proposé, « il est responsable du préjudice causé ». « Cette modification, dit le rapport présenté par MM. Carlin et Meyer, s'imposait puisque le Comité n'a pas admis le système français de l'action directe du porteur contre le tiré. Cependant, et pour rapprocher les deux systèmes, le Comité conformément à ce qui a déjà été fait pour la lettre de change a décidé de limiter la responsabilité du tiré au montant du chèque. »

Pour le verrechnungsscheck, la Conférence de La Haye a suivi les règles allemandes et autrichiennes. Elle laisse aux Etats le soin de régler la situation en cas d'insolvabilité du tiré. Cette question ne

pouvait, en effet, être réglée dans un texte commun pour les pays ayant des lois différentes sur la faillite et la déconfiture.

Ces deux chèques, barré et de compensation ne sont réglés l'un et l'autre qu'à titre facultatif ; les Etats pourront les répudier tous deux ou un seul. L'unification sera donc sur ce point toute relative, et les états qui accepteront le texte commun auront encore à choisir entre quatre partis : rejeter à la fois le chèque barré et le chèque de compensation, les admettre soit tous les deux, soit le premier seulement, soit le second. Le texte proposé n'est d'ailleurs même pas un avant-projet ; il ne pourra aboutir qu'une fois aplanies les difficultés diplomatiques et juridiques rencontrées par le projet de loi sur la lettre de change. S'il est adopté un jour, peut-être n'aura-t-il pas pour effet de modifier la situation des états qui admettent déjà soit le chèque barré, soit le chèque de compensation.

Quant à ceux où l'une et l'autre de ces formes sont inconnues, l'adoption du texte proposé par la Conférence de La Haye aurait pour conséquence de les faire entrer toutes deux ou seulement l'une d'elles, dans leur législation. Des deux formes, le chèque barré semble le plus connu, et, d'après les réponses faites au questionnaire préparatoire à la Conférence, le plus apprécié. Il se pourrait ainsi qu'il devint une institution quasi-universelle ; l'Angleterre aurait été encore en cette matière une inspiratrice, mais de même qu'il n'a pas suffi à la Chine et à la Turquie d'importer chez elles les formules du régime parlementaire pour en avoir les réalités, l'adoption du chèque barré dans la législation de certains pays pourra n'avoir pas en fait de bien grands résultats. Le chèque barré ne peut être employé

que dans des milieux très civilisés, où les banques et les particuliers sont en relations constantes. Ailleurs, cependant, un texte sur le sujet n'a d'autre inconvénient que de surcharger un peu plus les lois existantes, il ouvre d'autre part des possibilités de progrès. La nécessité permanente d'assurer aux paiements la sécurité, celle toujours plus grande de les simplifier et d'user le moins possible du numéraire, aura pour effet non pas de créer l'organe, mais de faire employer celui qui existera déjà.

Le chèque barré, nous l'avons vu, peut rendre les plus grands services ; il a contre lui sa complication apparente, la nécessité où il met le porteur de recourir aux offices d'un banquier, et qui à beaucoup semblera trop gênante. Aussi, si l'on peut croire que le chèque barré est appelé à jouer un rôle important dans les paiements et à développer beaucoup les liquidations par virement et compensation, ce changement ne peut se faire que peu à peu, il requiert au préalable des comptes-courants en banque nombreux et actifs. C'est cette observation qui nous paraît s'imposer au terme de cette étude.

Vu : LE PRÉSIDENT
de l'acte public

Le 24 janvier 1914.

G. BOURCART.

Vu : LE DOYEN

Nancy, le 26 janvier 1914.

E. BINET

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 27 janvier 1914.

LE RECTEUR, CORRESPONDANT DE L'INSTITUT :

CH. ADAM.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUNÉ : La monnaie, le crédit et le change, nouvelle édition, Paris 1913.
- BARCLAY et DAINVILLE : Les effets de commerce dans le droit Anglais, Paris 1884.
- BÉDARRIDE : Commentaire de la loi du 14 juin 1865, Paris 1874.
- BELLOM (Maurice) : Le chèque moderne (le Génie civil, oct. 1909. — Le chèque de compensation (Revue politique et parlementaire 1910).
- BIGELOW : Law of bill of exchange, Londres 1893.
- BYLES : Our bill of exchange, Londres 1909.
- CABLAT : La sécurité et l'économie des paiements en France. Thèse, Paris 1913.
- CARPENTIER (Maurice) : Le chèque barré et la loi du 30 décembre 1911, Thèse, Paris 1913.
- CAUWÈS : Cours d'économie politique.
- CHALMERS : A Digest on the law of bill of exchange, Londres 1909.
- CHASTENET : Les chèques et leur législation, Thèse, Paris 1882.
- CONANT : Monnaie et banque (trad. R. G. Levy), Paris.
- COURCELLE-SENEUIL : Les opérations de banque (10^e édit., revue par A. Liesse), Paris.
- DANIEL : A Treatise on the law of negotiable instruments, 5^e édit., New-York, 1903.
- DANIS (Ph.) : Le chèque barré, Thèse, Paris 1909.

- EWALD : Des chèques, Thèse, Paris 1871.
- FAUVEL : Des chèques, Thèse, Paris 1902.
- FOVILLE (DE) : La monnaie, Paris 1908.
- FRANÇOIS (Gustave) : Clearing-houses et chambrés de compensation, Lille 1887.
- GIDE (Ch.) : Traité d'économie politique.
- GILBART : The history, principales and practice of banking, 2^e vol., Londres.
- GRANT : Law of banking, Londres 1900.
- GRILLON (Ern.) : La question sociale : Le chèque barré, Paris 1890. — Une nouvelle institution financière française, Paris 1895.
- HARISTOX : Virements en banque et chambres de compensation, Thèse, Paris 1906. — Le chèque et spécialement le chèque barré en France et en Angleterre (Economiste Français du 17 octobre 1908).
- LACOUR : Précis du droit commercial, 1912.
- LAVAUD : Les chèques, Thèse, Paris 1901.
- LEVAL (de) : Le chèque, Bruxelles 1895.
- LEGRAND (Arth.) : Le chèque et l'émission fiduciaire, Revue politique et parlementaire, 1910.
- LECOFFRE : Banques et usages de banque en Angleterre, Londres 1892.
- LE MERCIER : Des chèques, Thèse, Paris 1874.
- LEROY-BEAULIEU (Paul) : Traité théorique et pratique d'économie politique, t. III.
- LEVY (R. G.) : La monnaie de l'avenir et l'avenir de la monnaie. — Comptes-rendus de l'Acad. des Sc. morales et politiques (1908).
- LUNGE (Ern.) : Le chèque barré, conférence faite à la chambre de commerce Anglo-Belge de Londres, (Bruxelles 1908).

LYON-CAEN et RENAULT : Traité de droit commercial (t. IV, 2^e édit. Paris 1893).

MÉLIOT : Le chèque barré et les clearing-houses (Conférence faite à la Société d'Economie politique, Paris 1906).

La monnaie, le change, l'arbitrage et le crédit, 3^e v., ch. II, Paris 1906.

MENNET (David) : Rapport sur le chèque barré. Bulletin de la Chambre de commerce de Paris (Févr. 1906).

NORDEN (Fritz) : La loi Allemande sur le chèque (Bruxelles, 1908).

NOUGUIER et ESPINAS : Commentaire des lois de 1865 et 1874 (Paris 1874).

OCTARIO (Rodrigo) : Etude sur le chèque (Paris-Rio de Janeiro, 1912).

RUOTTE : Opérations de banque (Paris 1912).

SABATIER (Antonin) : Du chèque en droit anglais et spécialement du chèque barré (Paris 1906).

SOLVAY (Em.) : Notes sur le comptabilisme (Paris-Bruxelles 1906).

STEVENS et HERBERT-JACOBS : Eléments de droit commercial anglais. trad. Escarti (Paris 1909).

THALLER : Traité élémentaire de droit commercial, 4^e éd. (Paris 1910). — A propos du chèque barré et de la clause non négociable. Annales de droit commercial (Févr. 1910). — Le chèque en droit Autrichien. (Bulletin de la Soc. de législation comparée 1910).

TERPEL et LETUNE : Traité des opérations commerciales des banques (Paris 1905).

TOUZAUD (Daniel) : Des effets de commerce. (Paris 1882).

VAN DER SMISSEN : Le chèque et la compensation (Bruxelles, 1902).

(Journal Officiel 1906, 1907, 1911, Passim).

Comptes-rendus des travaux de la Conférence de
La Haye de 1915, 5 vol. La Haye 1912).

Revues les plus fréquemment consultées

Annales de droit commercial ;

Annuaire de législation étrangère ;

Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris ;

Bulletin de la Fédération des industriels et commer-
çants français ;

Bulletin de la Société de législation comparée ;

Economiste Français ;

Monde économique ;

Moniteur des intérêts matériels ;

POUR L'ANGLETERRE : les remarquables collections de :

Banker's magazine ;

Journal of institute of bankers.
